

lutte de classe

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

Alexis Tsipras, le dirigeant de Syriza, au soir de sa victoire aux élections législatives grecques du 25 janvier.



Formiche

- **Grèce**
Épreuve de force après la victoire de Syriza 1
- **Burkina Faso**
L'insurrection populaire a chassé Compaoré, mais l'armée contrôle sa succession 8
- **Irak et Syrie**
Chronique d'une catastrophe annoncée 15
- **France**
Dieudonné et Soral, ces deux figures de l'extrême droite 23
- **États-Unis**
Californie : l'eau plus précieuse que l'or 29

édité par
**LUTTE
OUVRIÈRE**

n°166
mars
2015

2 €

Abonnements à *lutte de classe*

Pour un an

– France, Outre-mer	15 €
– Outre-mer, voie aérienne	17 €
– Union européenne de l'Ouest et Suisse	21 €
– Reste de l'Europe	20 €
– Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie	22 €
– Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	24 €

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement à :
LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R 020 -
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance à Lutte Ouvrière, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

CORRESPONDANCE

France

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris Cedex 18

Guadeloupe - Martinique

Combat Ouvrier

BP 213

97159 Pointe-à-Pitre Cedex

Guadeloupe

Site Internet de Lutte Ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union Communiste Internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

Notre « e-mail »

contact@union-communiste.org

LUTTE DE CLASSE

c/o Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Édité par Éditions d'Avron - 6, rue Florian - 93500 Pantin

SARL au capital de 7622,45 € - Durée 50 ans

Gérant : Michel RODINSON

Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, Jean-Claude HAMON

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson

Impression : IMS - 93500 PANTIN

Commission paritaire des Publications n° 0114 P 11453

Tirage 5 000 exemplaires

Grèce

Épreuve de force après la victoire de Syriza

Le présent article date du 18 février, c'est-à-dire deux jours avant la réunion de l'Eurogroupe, où la délégation du gouvernement grec a, en substance, accepté les conditions que leur ont posées les ministres de l'Économie de la zone euro. Cette acceptation répond à un certain nombre de questions que pose cet article sur la capacité du gouvernement Tsipras à résister à la pression des grandes puissances impérialistes.

En revanche, nous ignorons tout de la façon dont Tsipras s'expliquera auprès des électeurs des classes populaires qui ont porté Syriza au pouvoir, et surtout de leur réaction. Cet électorat acceptera-t-il les reculades de Tsipras ? En quoi celles-ci consisteront-elles au juste et dans quelle mesure concerneront-elles les promesses faites aux travailleurs pendant la campagne ? Les jours qui viennent répondront à ces questions. C'est de ces réactions des classes populaires – révolte ou acceptation résignée ? envie de réagir à l'attitude provocante des institutions européennes ou démoralisation ? – dont dépendra la situation politique en Grèce. Y compris l'éventualité que l'extrême droite fascisante d'Aube dorée tire profit des événements et se renforce.

21 février 2015

Avec la victoire de Syriza aux élections législatives du 25 janvier, pour la première fois dans un pays d'Europe depuis la crise financière de 2008, le mécontentement populaire s'est traduit, sur le plan électoral, par un déplacement des voix vers la gauche.

Syriza est une coalition d'une dizaine d'organisations de gauche et d'extrême gauche, constituée au début des années 2000 pour des raisons essentiellement électorales. La plupart sont issues d'une scission du KKE (le Parti communiste grec) regroupant les « eurocommunistes » qui, affirmant rejeter l'inféodation à Moscou, cherchaient surtout à se rapprocher de la social-démocratie. L'actuel dirigeant de Syriza, Alexis Tsipras, a commencé à militer dans les Jeunesses communistes.

Aux élections législatives de 2009, Syriza n'avait recueilli que 4,6 % des suffrages. Le Pasok, le Parti socialiste grec, l'avait emporté en obtenant plus de 44 % des voix. Son dirigeant d'alors, Georges Papandréou, avait proclamé sa volonté de changement mais, quelque temps après son accession au pouvoir, la Grèce entra dans la tourmente de la crise de la dette. Papandréou tourna alors le dos à toutes ses promesses et se soumit aux diktats des dirigeants européens qui imposèrent à la Grèce des plans d'économies drastiques en échange de leur « aide ». Discrédité, le Pasok dut céder la place à la droite à la tête du gouvernement et celle-ci poursuivit la même politique, avec le soutien des socialistes, toujours au nom de la nécessité de rembourser la dette. Aujourd'hui, ces partis se retrouvent rejetés par une fraction croissante de la population.



Alexis Tsipras, à droite, et son ministre de l'Économie et des Finances, Yanis Varoufakis, à gauche.

Le principal parti de droite, la Nouvelle démocratie, dont le dirigeant Antonis Samaras était le Premier ministre sortant, est parvenu à limiter son recul par rapport aux précédentes élections législatives, ne perdant que deux points et obtenant un peu plus de 27 % des voix. Par contre, le Pasok, lui, s'est effondré, passant de 12 % à 4,6 %. L'électorat des milieux populaires s'est massivement détourné de lui. Avec 36 % des voix, soit plus de 2,2 millions d'électeurs, Syriza a très nettement devancé tous les autres partis. Ses candidats sont arrivés en tête dans des circonscriptions populaires qui constituaient des bastions du Parti socialiste.

UN VOTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Syriza a mené campagne contre les plans d'austérité, contre les privatisations, contre la « crise humanitaire » subie par la population

grecque.

Ce petit pays de 11 millions d'habitants a été complètement ravagé par la crise et brutalement ramené des années en arrière. D'après des statistiques de la fédération des commerçants et artisans grecs publiées en décembre 2014, une entreprise sur quatre avait cessé son activité, soit 230 000 entreprises, entraînant 750 000 licenciements. D'après les chiffres officiels, le taux de chômage dépasse le quart de la population active, 15% des familles ont tous leurs membres au chômage. Sur environ 1,4 million de chômeurs officiellement recensés en décembre 2014, seuls 110 000 ont perçu une indemnisation, de 350 euros en moyenne, pour une période de cinq à douze mois. Plus de la moitié des chômeurs le sont depuis plus de deux ans et ne perçoivent plus rien. Parvenus en fin de droits, ils ont aussi perdu toute couverture sociale. D'après Médecins du monde, un tiers des Grecs seraient dans cette situation, de plus en plus nombreux à devoir se rendre dans les structures de cette ONG pour bénéficier des soins de base. D'autant que les hôpitaux, manquant eux-mêmes cruellement de moyens et de personnel, sont de plus en plus incapables de les assurer.

En février 2012, le gouvernement a réduit le salaire minimum de 22%, et même de 32% pour les moins de 25 ans. D'après la principale caisse d'assurance sociale du pays, l'IKA, entre 2009 et 2013, le salaire moyen dans le privé serait passé de 1 014 à 817 euros par mois, soit une baisse de 20%. Un rapport de l'Institut des statistiques grecques de septembre 2014 confirmait que les salaires auraient baissé d'un quart en quatre ans. 800 000 salariés du privé, soit 57% du total, ne toucheraient leur paie qu'avec un retard compris entre trois et quinze mois. La déréglementation du marché du travail a provoqué une envolée des emplois précaires, très nombreux à ne pas être déclarés.

Une étude de la commission du budget du Parlement cherchant à établir le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ou « *menacées par la pauvreté* » arrivait au chiffre de six millions, soit plus de la moitié de la population grecque. D'après le médiateur pour les enfants, 40% des enfants seraient en situation de pauvreté ou menacés de l'être. À Athènes, près de la moitié des foyers ne seraient pas chauffés cet hiver, faute de moyens. Alors, en effet, il y a tout lieu de parler d'une catastrophe sociale et humanitaire!

C'est donc cette situation que Syriza a dénoncée pendant sa campagne. Il a pris le contre-pied d'un certain nombre de mesures d'austérité décidées par le gouvernement de droite en place,

en promettant notamment de rétablir le salaire minimum à son niveau antérieur, d'augmenter les retraites, de réembaucher certaines catégories de fonctionnaires récemment licenciées. En votant massivement pour Syriza, les classes populaires ont dit qu'elles n'en pouvaient plus et ont exprimé leur rejet de ces politiques d'austérité. Elles ont refusé de céder au chantage qui leur était fait par la plupart des dirigeants des États ou des organismes européens qui leur prédisaient le chaos en cas de victoire de Syriza. Le chaos, la faillite d'un système économique incapable de garantir le minimum vital, les soins, le logement, c'est précisément ce qu'ont connu depuis six ans les travailleurs et les plus pauvres!

**LA DETTE GRECQUE:
FAITE PAR LES BANQUIERS,
REPRISE PAR LES ÉTATS...
ET PAYÉE PAR LA POPULATION!**

En portant Syriza au pouvoir, qu'elles en aient ou pas conscience, les classes populaires ont engagé une épreuve de force. Toutes les politiques d'austérité résultent de la volonté de la bourgeoisie de faire payer la crise aux travailleurs. Et la bourgeoisie ne reculera pas sans y être contrainte. Pour cela, pas plus en Grèce que nulle part ailleurs, un vote n'a jamais suffi.

Cette épreuve de force s'est engagée avec les dirigeants de l'Union européenne sur la question de la dette. Dans les jours qui ont suivi leur victoire électorale, Tsipras et son ministre des Finances, Yanis Varoufakis, ont entamé une tournée des capitales européennes. Ils ont pu vérifier qu'ils n'avaient aucun cadeau à attendre de la part des dirigeants des États européens. Certains se sont certes montrés plus souriants que d'autres. Hollande a accueilli Tsipras en affirmant qu'il fallait respecter « *le vote du peuple grec qui a été clair, fort et qui a voulu signifier que l'austérité comme seule perspective n'était plus supportable* ». Mais c'était pour conclure sur « *le respect des engagements qui ont été pris notamment par rapport à des dettes qui concernent les États* ».

La dette grecque, qui se monte à 320 milliards d'euros au total, est détenue à 80% par les États – 52 milliards d'euros dans le cadre de prêts bilatéraux – et surtout par les institutions publiques européennes, principalement le Mécanisme européen de stabilité (MES), mis en place à la suite de la crise de l'euro et qui en a acquis pour plus de 141 milliards d'euros. Le Fonds monétaire international (FMI), convié à participer à la résolution de la crise de la dette grecque, possède lui aussi des titres de la dette grecque dont la valeur se monte à 35 milliards d'euros.

Mais à l'origine, ce sont les banques,

principalement françaises et allemandes, qui détenaient ces titres de dette. Pour toutes ces banques et pour les fonds financiers, la dette de l'État grec a été une source d'enrichissement pendant plusieurs années. Après 2007 et la crise des subprimes, inondées de liquidités par les États qui avaient ouvert les robinets pour éviter l'effondrement du système financier, les banques ont prêté à tous les États en mal de financement, en particulier de la zone euro. Même ceux qui étaient les plus fragiles apparaissaient comme des placements sûrs puisqu'ils étaient censés bénéficier de la protection des États les plus riches.

En 2009, devant les difficultés rencontrées par l'État grec, les marchés commencèrent à douter de sa capacité de rembourser. Pour se financer, celui-ci devait emprunter à des taux de plus en plus élevés, jusqu'à 20% alors qu'ils n'étaient que de 4% quelque temps auparavant. Les banques prêtèrent alors à des taux usuraires de l'argent qu'elles-mêmes empruntaient à taux nul auprès de la Banque centrale européenne (BCE). Une véritable aubaine... qui ne pouvait toutefois durer éternellement car l'État grec se retrouva rapidement au bord du défaut de paiement. Ce risque obligea les dirigeants de l'Union européenne à intervenir pour prêter à la Grèce l'argent que les marchés lui refusaient. Ce faisant, ils ne « sauvaient » pas la Grèce mais leurs banquiers, fortement engagés dans ce pays. Finalement, en octobre 2011, les dirigeants des États de la zone euro décidèrent de restructurer la dette privée de la Grèce et d'en reprendre à leur compte la plus grande partie.

Dans cette opération, les créanciers privés ont dû accepter une décote de 50% à 70% sur la valeur des bons du trésor qu'ils détenaient. Mais là encore ce fut une bonne affaire car ces titres étaient bien plus dévalués encore sur les marchés. Et c'est ainsi que la charge de la dette privée a été transférée aux États européens et que les contribuables européens ont été invités à payer pour sauver les profits des banquiers.

Les dirigeants de l'Union européenne ont imposé des contreparties pour « l'aide » apportée à la Grèce. Les deux plans de sauvetage de 2010 et de 2012 ont été accompagnés de « mémorandums », textes détaillant les mesures destinées à faire payer la population grecque. Le financement européen était découpé en tranches et chaque versement dépendait de l'avancement de l'application de ces mémorandums, évalué tous les trois mois par des experts de la troïka, ce trio constitué par la Commission européenne, la BCE et le FMI.

Avec acharnement, sans se soucier des conséquences, les représentants de la troïka ont exigé toujours plus d'austérité, ressemblant à ces

médecins de Molière qui tuaient leur patient plus qu'ils ne les soignaient. La Grèce est entrée en récession, son PIB a reculé de 25% par rapport à 2008. Pour rembourser sa dette, la Grèce était contrainte d'emprunter encore et toujours. La spirale de l'endettement n'a fait que s'emballer : la dette représentait 113% du PIB début 2009 ; en 2015, elle en représente plus de 176%. La Grèce est victime d'un capital financier qui atteint un tel stade de parasitisme qu'il saigne sa victime jusqu'à la faire quasiment mourir.

Une campagne a commencé dans plusieurs pays d'Europe sur le coût que représenterait pour les contribuables l'effacement de la dette grecque. En France, des prétendus experts l'ont estimé à 600 euros, d'autres à 1 000 euros par Français. Ceux qui tiennent ce genre de discours sont les mêmes qui justifient les sacrifices qui sont imposés aux travailleurs de France, d'Espagne et de tous les pays d'Europe, toujours au nom du paiement de la dette. Mais nulle part, pas plus en Grèce qu'ailleurs, ce ne sont les travailleurs qui sont responsables de ces dettes. Alors ce n'est pas à eux de les payer ! Les travailleurs grecs ont affirmé par leur vote qu'ils ne voulaient plus supporter cela.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE SYRIZA ?

Tsipras et Syriza n'ont jamais mis en cause l'ordre capitaliste. Ils ne prétendent pas le combattre et encore moins chercher à le renverser. Ils se situent entièrement sur le terrain de la bourgeoisie. Ils ne font cependant pas partie du personnel politique auquel la bourgeoisie grecque est liée matériellement et humainement. Rien que pour cela, la bourgeoisie impérialiste comme la grande bourgeoisie grecque les regardent avec méfiance. La bourgeoisie l'a montré en se servant de son argent comme d'un bulletin de vote et en retirant plus de vingt milliards d'euros des banques grecques pour les transférer à l'étranger.

L'originalité de l'équipe Tsipras par rapport à ses prédécesseurs, c'est d'avoir annoncé par avance qu'elle n'accepte pas de passer sous les fourches caudines de la troïka devenue le symbole de l'austérité. Mais, derrière ce symbole, il y a la réalité des puissances impérialistes d'Europe qui dominent l'Union européenne et dont les banques ont ligoté la Grèce avec la dette et l'obligation de verser des intérêts. L'État grec est sommé de se faire l'huissier des institutions internationales de la bourgeoisie vis-à-vis de son propre peuple.

Tsipras a voulu incarner une politique de refus de cette soumission ou, du moins, d'atténuation de celle-ci.

L'histoire du capitalisme impérialiste est riche de ces conflits qui opposent certains États des

pays non impérialistes et des pays sous-développés à l'impérialisme et à la loi de la jungle, pour se faire une petite place au soleil ou, tout simplement, pour survivre. Même dans la jungle, les proies attaquées par les prédateurs essaient de fuir et parfois de se défendre... L'impérialisme, c'est la loi de la jungle et cela le restera jusqu'à sa destruction, c'est-à-dire la fin du capitalisme. Dans cette jungle, le destin réservé par l'impérialisme non seulement aux pays arriérés mais aussi aux pays capitalistes semi-développés, c'est d'accepter la mainmise sur leur économie des grands trusts et des banques des pays impérialistes, le pillage de leurs ressources, et d'accepter également que les puissances impérialistes foulent aux pieds leur souveraineté étatique. La domination coloniale est aujourd'hui remplacée par des formes plus subtiles mais tout aussi féroces. Le rôle dévolu par l'impérialisme aux équipes dirigeantes de ces pays est celui de fantoches dont la fonction se limite à donner une couleur locale aux décisions prises ailleurs. Innombrables sont les régimes de pays non impérialistes qui acceptent ce rôle et s'y complaisent dans la mesure où l'impérialisme leur laisse tout loisir de s'enrichir en volant leur propre peuple.

Mais pas tous. Il arrive même à des régimes qui n'ont nullement pour ambition de renverser l'impérialisme et ses lois de tenter d'éviter autant que faire se peut d'en être victimes.

Quelques rares pays pauvres, de la Chine de Mao à Cuba de Castro en passant par le Vietnam de Hô Chi Minh, portés au pouvoir par de puissants mouvements d'émancipation nationale ou par des révolutions paysannes, ont réussi à échapper à la domination politique directe de l'impérialisme. Mais, au-delà de ces situations, les régimes d'un certain nombre de pays sous ou semi-développés, du Mexique de Lazaro Cardenas, dans les années 1930, au Venezuela de Chavez en passant par l'Égypte de Nasser, ont fait preuve, dans le passé, d'une capacité plus ou moins grande, plus ou moins durable, à s'opposer à la pression de l'impérialisme.

Il ne s'agit évidemment pas d'assimiler les unes aux autres des situations très diverses. Certains de ces régimes ont été portés au pouvoir par des élections plus ou moins démocratiques, d'autres, par des coups d'État militaires. Certains d'entre eux ont été des régimes paternalistes à l'égard des classes exploitées, capables de prendre des mesures améliorant leur sort, voire s'appuyant sur des organisations ouvrières réformistes. D'autres ont été des dictatures féroces vis-à-vis de leur peuple tout en incarnant l'aspiration à une certaine souveraineté nationale.

Que la Grèce ait été intégrée dans l'Union

européenne et même dans la zone euro ne doit pas occulter le fait que cette intégration n'a pas mis fin à l'intérieur de leurs limites aux relations pays impérialiste/pays semi-développé. L'Union européenne reste un condominium d'impérialismes, avant tout allemand, français et britannique, soumettant à leur loi la partie orientale de l'Europe, de la ceinture des anciennes Démocraties populaires à la Grèce et à Chypre.

Rien ne permet de prévoir jusqu'où Tsipras veut et peut aller même simplement pour faire respecter un minimum la souveraineté de son État. À plus forte raison, jusqu'où il est prêt à aller face à la pression des brigands du grand capital pour défendre les mesures favorables qu'il avait promises à la majorité pauvre de sa population. Pour le moment, face à la coalition unanime des ministres de l'Économie, le principal argument de Varoufakis, le ministre de l'Économie grec, a été, en substance, d'affirmer que la zone euro est un château de cartes et qu'en retirant la carte grecque, c'est l'ensemble qui risque de s'effondrer.

Et, en effet, la principale sinon la seule raison susceptible d'inciter à la modération les institutions représentatives de la bourgeoisie impérialiste est qu'une défaillance de la Grèce, dans le paiement de sa dette et des intérêts, risque d'entraîner des mouvements spéculatifs incontrôlables qui ne s'arrêteront pas aux frontières de ce pays et qui risquent de rééditer, peut-être en plus grave, la crise de l'euro de 2010-2011.

SYRIZA ET LA BOURGEOISIE GRECQUE

Avant leur arrivée au pouvoir, les dirigeants de Syriza ont proclamé leur volonté de s'attaquer à « l'oligarchie grecque », désignant ainsi la minorité privilégiée qui contrôle la plupart des grandes entreprises du pays et qui a su tirer parti de la crise pour continuer à prospérer. Les Latsis sont considérés comme la première fortune de Grèce, estimée à quelque trois milliards d'euros. Cette riche famille d'armateurs a su diversifier ses investissements. Ainsi Spiro Latsis contrôle la plus grande raffinerie de Grèce, Lamda Development, qui vient en partie de racheter le site de l'ancien aéroport d'Elliniko, au sud d'Athènes, qui devrait être transformé en un grand centre de loisirs et de tourisme, avec constructions d'hôtels, d'immeuble de luxe, d'un casino... Il est aussi actionnaire de la banque EFG Eurobank, l'un des quatre établissements bancaires qui contrôlent aujourd'hui 90% du marché après avoir absorbé leurs concurrents, victimes de la crise. Ces grandes banques qui ont été recapitalisées grâce aux dizaines de milliards d'euros versés par des fonds européens n'ont, elles, pas eu à se plaindre de l'action de la troïka.

Depuis ses premiers succès électoraux

cependant, Syriza a tenu à apparaître comme une alternative crédible et comme un parti prêt à gouverner. Il a cessé de revendiquer l'annulation de la dette. Dans le programme rendu public à la foire de Thessalonique en septembre 2014 – d'où le nom qui lui est resté de « programme de Thessalonique » – Syriza se limite à exiger son allègement afin de la rendre « viable ».

Dans ce texte, il y est question de « reconstruire l'économie », du « retour au plein-emploi » au moyen d'investissements publics et aucune des mesures ne fait preuve d'un grand radicalisme. Tsipras ne remet pas davantage en cause en cause les institutions de l'Union européenne. Il se contente souvent de critiquer la domination de l'Allemagne, « l'Europe de Merkel », désignée comme responsable de l'austérité subie par les peuples d'Europe. Les sentiments anti-allemands sont répandus dans un pays ayant payé un lourd tribut humain à l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale. En les reprenant à son compte, Syriza situe son combat sur le terrain du nationalisme et se pose en champion de l'indépendance nationale de la Grèce.

C'est ce qui lui a permis de justifier son alliance avec le parti des Grecs indépendants, un parti ouvertement xénophobe, antisémite et homophobe, dont le principal dirigeant occupe le poste de ministre de la Défense dans le gouvernement de Tsipras.

Mais ce n'est pas pour autant qu'il est prêt à se faire le maître d'œuvre des desiderata des grandes puissances impérialistes contre son peuple. C'est en cela que les révolutionnaires ne peuvent qu'être solidaires de Tsipras quand, afin de consacrer plus d'argent à la santé et au logement, il refuse d'obéir.

Tsipras a annoncé qu'il voulait « sortir » du plan d'aide en cours, en renonçant même au versement de la dernière tranche de sept milliards d'euros devant intervenir à la fin du mois de février. Souhaitant retrouver une marge de manœuvre dans ses décisions, il souhaite renégocier un nouveau plan d'aide, débarrassé des contreparties qui imposaient aux précédents gouvernements une politique drastique de coupes budgétaires et de privatisation.

Engagé dans une confrontation avec les bourgeoisies impérialistes qui dominent l'Union européenne, Tsipras cherche à trouver des solutions de compromis. Concernant par exemple les privatisations, il a annoncé qu'il supprimait le programme de vente des entreprises publiques. Le directeur du Taiped, l'agence grecque de privatisations, a été limogé. Mais, dans le même temps, le ministre des Finances Varoufakis a multiplié les déclarations pour rassurer les investisseurs en les

assurant qu'« *il ne serait pas sage de revenir sur des privatisations terminées* ». Dans une interview au journal *Le Monde*, prenant l'exemple du port du Pirée, concédé en partie au groupe chinois Cosco, Varoufakis a déclaré que les « investissements » de ce dernier « *sont très positifs pour la Grèce* ». Et Varoufakis de terminer son interview par un appel aux investisseurs étrangers, qui peuvent être assurés de trouver des « esprits ouverts ».

Tsipras ne demande pas la lune. Il ne cherche pas à léser les intérêts impérialistes. Dans le passé, bien des pays ont bénéficié de la réduction, voire de l'effacement de leur dette à partir du moment où il devenait clair que son remboursement intégral était impossible. Après tout, il n'est pas dans l'intérêt de l'usurier de tuer son débiteur. Il faut le laisser en vie pour qu'il puisse continuer à payer...

Les dirigeants européens peuvent bien accepter de ne plus employer le terme de troïka ou de mémorandum. Mais par contre, ceux-ci ne veulent pas donner l'impression que Tsipras les a obligés à reculer. Ils ne veulent pas qu'après Tsipras, d'autres puissent se sentir encouragés à contester le paiement de leurs dettes et, surtout, que les peuples se mettent à croire que cette contestation puisse être victorieuse.

Pour cette raison, la BCE a commencé par fermer l'un des robinets des financements des banques grecques. Celles-ci ne pourront plus compter sur les prêts de la BCE pour acheter de la dette grecque et financer l'État grec. L'objectif de cette décision n'est pas de mettre les banques en faillite car celles-ci pourront encore se financer auprès de la BCE, avec des taux certes plus élevés. C'est sur le gouvernement de Tsipras que la BCE entendait faire pression en réduisant ses possibilités de financement.

Les dirigeants de l'UE ne veulent pas pousser la Grèce à quitter la zone euro. Les conséquences pourraient être graves pour la stabilité de l'ensemble de l'échafaudage communautaire et les bourgeoisies européennes en ont besoin. Les dirigeants grecs sont conscients de cet atout.

Les représentants de la bourgeoisie impérialiste se montrent prudents. Ils savent qu'ils ne maîtrisent pas les réactions de leur classe et, en particulier, les agissements de ceux qui spéculent sur les marchés financiers, capables de faire preuve d'une totale irresponsabilité. Bien des gestes et des déclarations des responsables européens sont destinés à les « rassurer » et, pour le moment, ils le sont. Les Bourses européennes, qui avaient eu le temps de se préparer à la victoire de Syriza, n'ont marqué aucune émotion quand elle s'est produite. Et pour le moment, les négociations en cours ne les alarment pas davantage.

Même la Bourse d'Athènes n'a connu qu'une ou deux journées un peu agitées. Mais rien ne dit qu'il en sera toujours ainsi.

Tsipras a proclamé son intention de lutter contre la fraude fiscale. Sous cette forme générale, il rencontre l'assentiment des responsables européens. Depuis le début de la crise, ceux-ci, relayés par les médias, ont propagé l'idée que les Grecs refuseraient de se soumettre à l'impôt et que ce serait l'une des causes principales de leurs problèmes. Si c'est vrai pour une partie de la grande bourgeoisie et pour l'Église, ce n'est pas vrai pour les classes exploitées qui payent la TVA que les mémorandums ont fait passer de 19 à 23%. Les salariés grecs n'ont pas la possibilité, eux, de se soustraire à l'impôt sur le revenu qui est prélevé à la source par les entreprises pour le compte de l'État, directement sur leur fiche de paie. Les Grecs ont été soumis à une taxe foncière, l'EFIA, payée avec la facture d'électricité, qui touche durement les milieux populaires dans un pays où la majorité des gens sont propriétaires de leur habitation principale.

Tsipras se montre pour le moment d'une extrême modération vis-à-vis de cette grande bourgeoisie malgré l'hostilité de celle-ci à son égard dont témoignent, entre autres, les fuites de capitaux.

Pourtant, d'après une estimation réalisée par

l'agence Bloomberg en décembre 2012, le total du non-paiement d'impôts représentait 54 milliards d'euros, dont les deux tiers relevaient de la responsabilité de 1 500 Grecs.

Tsipras n'a pas non plus évoqué pour le moment de mettre fin à l'exemption fiscale dont bénéficient les armateurs grecs, qui ne payent pas d'impôt sur les sociétés alors qu'ils sont à la tête de la première flotte mondiale. Pas plus qu'il n'a envisagé de faire payer l'Église orthodoxe, qui échappe elle aussi à l'impôt alors qu'elle est pourtant à la tête d'un important patrimoine immobilier.

Le conflit entre le gouvernement Syriza et les institutions internationales de la bourgeoisie tient pour le moment du poker menteur dans la forme. Il n'en est pas moins une épreuve de force dans le fond. Dans cette épreuve de force, même simplement pour empêcher la bourgeoisie impérialiste de traiter l'État grec comme une semi-colonie, la grande bourgeoisie grecque est et sera du côté de la bourgeoisie impérialiste à laquelle elle est liée par mille liens. Ni l'une ni l'autre ne feront de cadeaux au nouveau gouvernement. Tsipras aura-t-il le courage politique de l'affronter en lésant ne fût-ce que certains de ses intérêts? Aura-t-il le courage d'utiliser pour cela le crédit dont il bénéficie dans cette partie, majoritaire, de la population grecque qui a le plus souffert de la politique



Devant le Parlement grec, en 2012, manifestation contre l'austérité.

imposée par la grande bourgeoisie ? Et jusqu'à quel point ? C'est la question-clé des semaines qui viennent.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT S'ORGANISER POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS ET POUR SE TRANSFORMER, DANS LA LUTTE, EN UNE FORCE POLITIQUE INDÉPENDANTE

Si les travailleurs veulent que, dans cette épreuve de force qui s'engage, leurs intérêts soient pris en compte, ils doivent intervenir sur la scène politique en tant que force autonome, en défendant en particulier les revendications qui les concernent directement.

Le programme de Thessalonique comportait plusieurs mesures visant à « faire face à la crise humanitaire », destinées à « ériger un bouclier de protection pour les couches sociales les plus vulnérables ». Il leur promettait l'électricité gratuite, un programme de repas subventionnés, la garantie du logement, la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques. Il s'engageait à abolir l'ENFIA (la nouvelle taxe foncière), à « étendre à l'infini la suspension des saisies de résidences principales ».

D'autres mesures concernent directement les travailleurs. Ainsi Syriza a promis d'annuler la baisse du salaire minimum décidée en février 2013 et de le ramener à 750 euros (il est de 427 euros pour les jeunes, de 586 euros pour les autres). Il s'est aussi engagé à rétablir toute la législation du travail remise en cause ces dernières années, notamment les conventions collectives.

Il est de l'intérêt des travailleurs de ne pas se contenter d'attendre passivement que le gouvernement de Tsipras respecte ses promesses. Celui-ci peut considérer qu'elles ne constituent pas une priorité. Dans son discours de politique générale prononcé devant le Parlement, évoquant l'augmentation du smic, Tsipras a parlé d'un « rétablissement graduel ». Rien ne garantit que les travailleurs ne soient pas invités à patienter le temps que le gouvernement trouve un financement... s'il le trouve ! Rien ne garantit aux travailleurs que les compromis trouvés par Tsipras et son équipe avec les bailleurs internationaux ne se feront pas aux dépens de ce qui a été promis aux classes populaires.

En outre, même si Tsipras respecte par exemple son engagement d'augmenter le smic, le patronat grec, lui, n'acceptera pas. Il faudra que les travailleurs se donnent les moyens de l'imposer et d'en contrôler l'application. Comment ?

Il serait présomptueux et totalement impossible de prévoir quel chemin pourra prendre la mobilisation des classes exploitées grecques, ni même si elle se produira avec l'ampleur et l'intensité

nécessaires. Les manifestations qui ont eu lieu ponctuellement pour soutenir le gouvernement Tsipras ne permettent pas de faire la part entre les illusions sur le fait que c'est au gouvernement d'agir et la capacité de mobilisation propre des exploités. En outre, le degré de détermination peut s'accroître devant l'attitude provocante de la bourgeoisie impérialiste.

La seule chose que l'on peut affirmer est que cette mobilisation autonome des victimes des politiques d'austérité est indispensable. Prendra-t-elle la forme de comités d'actions pour le contrôle de l'application de l'augmentation du smic, ainsi que d'autres mesures favorables aux travailleurs, aux chômeurs et aux retraités ? Dans l'histoire des luttes ouvrières, les travailleurs mobilisés ont su créer bien des formes d'organisation à travers lesquelles ils ont pu déployer leur propre énergie, de simples comités de grève ou des comités d'action surgis à la base... jusqu'aux conseils ouvriers.

Même s'ils accordent du crédit à Tsipras et s'ils sont prêts à l'appuyer, les travailleurs doivent s'organiser de façon à pouvoir contrer l'opposition prévisible de la bourgeoisie et de ses représentants politiques, lesquels chercheront à dresser contre le gouvernement des fractions de la petite bourgeoisie et tout ce que le pays compte de courants réactionnaires. Ceux-ci comptent de nombreux soutiens dans l'appareil d'État, dans la police et l'armée. Mais, par leur nombre et leur place dans la société, les travailleurs sont capables de représenter une force bien supérieure à toutes ces catégories. Ils ont laissé entrevoir cette force à l'occasion des nombreuses mobilisations et des journées de grève générale organisées depuis 2010 pour s'opposer aux attaques gouvernementales. Les travailleurs des transports, de la santé, les marins et bien d'autres services publics ont fait preuve de combativité et de détermination, même quand, en 2013, ils ont dû affronter la police envoyée contre eux pour mettre fin à la grève après que le gouvernement avait décidé la réquisition des personnels.

L'intérêt des travailleurs qui ont exprimé leur colère en votant pour Syriza est de se donner les moyens de continuer à se faire entendre.

C'est une nécessité objective pour être en situation de lutter en solidarité avec le gouvernement de Tsipras tant que celui-ci s'en tient aux mesures favorables aux travailleurs qu'il avait promises et contre lui s'il tourne le dos à ses promesses. C'est en tout cas la politique que devraient mettre en avant des militants qui ont à cœur de défendre les intérêts politiques et matériels des travailleurs.

18 février 2015

Burkina Faso

L'insurrection populaire a chassé Compaoré, mais l'armée contrôle sa succession

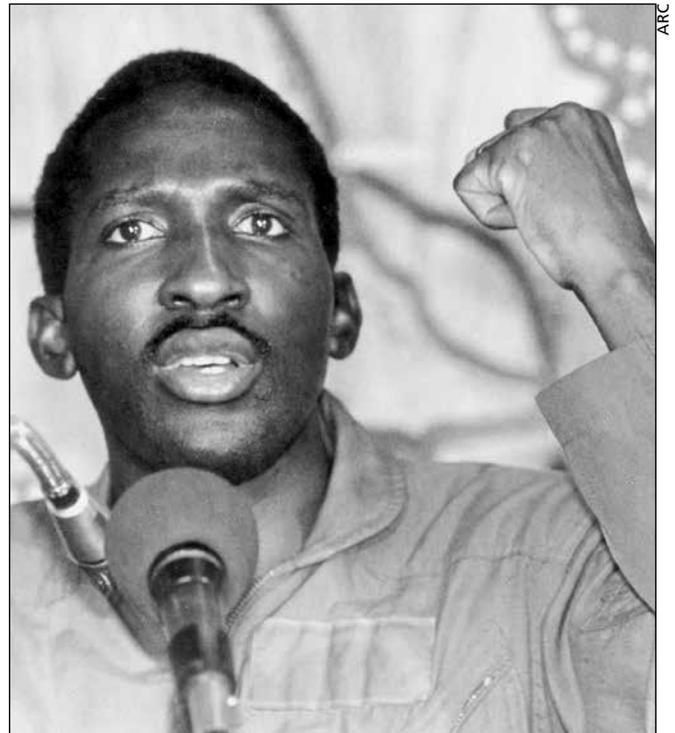
Le 31 octobre dernier Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso, était renversé par un soulèvement populaire. Il était arrivé au pouvoir en 1987 à la faveur d'un coup d'État militaire qui s'était soldé par l'assassinat de Thomas Sankara, dont le nationalisme radical faisait ombrage à la France.

La dictature corrompue de Compaoré, protégée par l'impérialisme français, n'avait que trop duré. Sa volonté de modifier la Constitution pour briguer un mandat supplémentaire mit le feu aux poudres et précipita la jeunesse dans la rue. Mais à peine Compaoré réfugié à l'étranger, l'armée et les hommes politiques soi-disant d'opposition surent s'entendre pour priver le peuple de sa victoire et mettre sur pied une nouvelle dictature civile et militaire.

BURKINA FASO ET CÔTE D'IVOIRE : DES DESTINS LIÉS

Le renversement de Compaoré est intervenu à un moment où se sont fermées les possibilités d'émigrer vers la Côte d'Ivoire voisine, accroissant encore la misère. Le Burkina Faso, appelé Haute-Volta jusqu'en 1983, est l'un des pays les plus pauvres au monde. Contrairement à d'autres États africains, il est peu urbanisé et l'immense majorité de la population y gagne encore sa subsistance grâce à l'agriculture et à l'élevage, sur des terres où les travaux nécessitent un grand nombre de bras pour de maigres résultats. C'est pourquoi la Haute-Volta est depuis longtemps une terre d'émigration vers des régions d'Afrique aux conditions plus favorables, au premier rang desquelles la Côte d'Ivoire.

Pendant la période coloniale, l'administration française imposa ces déplacements de population. L'écrivain Albert Londres écrit dans son livre-témoignage *Terre d'ébène* publié en 1929 : « *Nous arrivons en Haute-Volta dans le pays mossi. Il est connu en Afrique sous le nom de réservoir d'hommes : trois millions de nègres. Tout le monde vient en chercher comme de l'eau au puits. Lors des chemins de fer Thiès-Kayes et Kayes-Niger on tapait dans le Mossi. La Côte d'Ivoire, pour son chemin de fer, tape dans le*



Thomas Sankara, président de 1984 à 1987, prononçant un discours contre la dette.

Mossi. Les coupeurs de bois montent de la lagune et tapent dans le Mossi. » Pour mieux « taper dans le Mossi », selon la formule d'Albert Londres, les exploitants européens des plantations ivoiriennes de café et de cacao obtinrent en 1932 la suppression de la colonie de Haute-Volta, la moitié de son territoire étant désormais incluse dans les limites administratives de la Côte d'Ivoire et le reste étant réparti entre le Soudan (l'actuel Mali) et le Niger. À cette époque, Côte d'Ivoire et Haute-Volta formaient une seule entité, et la reconstitution de la colonie de Haute-Volta, de 1947 à l'indépendance en 1960, n'entrava pas l'afflux de migrants. Au contraire, l'émigration vers la Côte d'Ivoire continua à progresser, favorisée par l'administration française. Il fallait des bras pour creuser le port en eaux profondes d'Abidjan et travailler dans les champs de cultures industrielles. L'organisme de recrutement créé par les planteurs et l'État français pour faire « descendre la main-d'œuvre » fut même rapidement débordé par l'émigration spontanée.

Lorsque l'indépendance fut proclamée, le gouvernement français, souhaitant garder le contrôle de ses anciennes possessions, divisa les grands ensembles coloniaux en petits États. Le Burkina Faso fut l'un d'eux, d'autant moins viable qu'il était enclavé à l'intérieur des terres. Les subdivisions administratives s'étaient transformées en frontières et l'une d'elles séparait maintenant la Haute-Volta de son débouché traditionnel en Côte d'Ivoire. Heureusement la voie resta largement ouverte pendant les décennies suivantes, et les migrants originaires de Haute-Volta en vinrent ainsi à peupler la plus grande partie de la zone forestière de Côte d'Ivoire en tant que paysans. Cette installation fut favorisée par le fait que les Ivoiriens de souche n'étaient pas des agriculteurs. En 1963, le président ivoirien Houphouët-Boigny lança la formule « *la terre appartient à celui qui la met en valeur* ». Des terres aux industries, les Burkinabés formèrent alors une bonne partie de la population ivoirienne, et particulièrement de son prolétariat, dans cette période où les capitaux s'investissaient largement en Côte d'Ivoire et où Houphouët-Boigny multipliait les mesures favorisant l'installation de travailleurs originaires des autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Mais au milieu des années 1980 la situation commença à changer, et les divisions introduites par le colonisateur se révélèrent un piège mortel. Avec la dégradation du niveau de vie consécutive à la crise et l'extension du chômage, les politiciens démagogues commencèrent à montrer du doigt les prétendus étrangers. Dans les luttes pour le pouvoir qui suivirent la mort d'Houphouët-Boigny en 1993, la propagande ethniste utilisée à grande échelle fit des ravages dans un pays qui comptait jusqu'à 30 % de Burkinabés, Béninois ou Togolais. La pseudo-théorie de « l'ivoirité », élaborée pour écarter de la course à la présidence Alasane Ouattara, originaire des régions peuplées par les populations voltaïques, retomba sur tous ceux qui furent assimilés, à tort ou à raison, aux Burkinabés. Ils furent pris pour cible, qualifiés d'ennemis intérieurs et rendus responsables de tous les maux. Les droits accordés à l'époque d'Houphouët-Boigny furent remis en cause. Les brimades policières du début furent suivies d'assassinats de masse, qui instaurèrent une fracture durable dans ce pays où les différents peuples avaient jusque-là cohabité en paix.

Aujourd'hui, les nombreux obstacles mis au travail des Burkinabés s'ajoutent au fait que les Ivoiriens ont de plus en plus de mal à trouver un emploi. La migration traditionnelle du Burkina vers la Côte d'Ivoire s'est tarie et ne peut plus offrir une issue à la pauvreté du pays.

THOMAS SANKARA: **UN NATIONALISTE RADICAL**

Quatre brèves années ont particulièrement marqué l'histoire du Burkina Faso, celles où le pays fut dirigé par Thomas Sankara, de 1983 à 1987. Auparavant, l'ancienne colonie française avait vu se succéder des régimes dont le seul objectif avait été de piller les fonds publics sous la protection de la France. Le premier président, Maurice Yaméogo, un civil, fut renversé au bout de six ans par un soulèvement populaire. Dans un scénario qui rappelle étrangement les événements actuels, l'armée déclara que le peuple lui confiait le pouvoir. Son chef, Sangoulé Lamizana, vétéran des guerres d'Indochine et d'Algérie dans l'armée française, prit la tête de l'État « *le temps nécessaire pour rendre le pouvoir au peuple* », disait-il. Quatorze ans plus tard il y était encore, et avait simplement accepté de partager la manège gouvernementale avec une nuée de politiciens. Il fut alors renversé à son tour par un coup d'État mené par le colonel Saye Zerbo, l'un de ses anciens ministres.

Dans ce contexte politique, c'est au sein de l'armée, parmi les jeunes officiers, que se constitua une opposition soucieuse de moderniser le pays et d'éradiquer la corruption. Dans des pays pauvres comme le Burkina, ces jeunes officiers avaient eu accès à une certaine culture. Ils avaient pu se former une opinion commune sur une arriération qu'ils ressentaient vivement. De plus, ils possédaient des armes pour se faire entendre. Ils ressemblaient à ceux qui renversèrent en 1974 la dictature de Salazar au Portugal, ou avant eux à Nasser et à son mouvement des officiers libres en Égypte. Au Ghana voisin, le capitaine d'aviation Jimmy Rawlings s'emparait du pouvoir en 1981 pour une « révolution morale » contre la corruption et les inégalités.

Au Burkina, c'est autour de Sankara que se fit ce regroupement. À l'école militaire, celui-ci avait assisté aux discussions nocturnes sur le néocolonialisme organisées par l'un de ses professeurs, Adamou Touré, l'un des premiers enseignants burkinabés, par ailleurs militant anti-impérialiste. Lors d'un stage de formation à Madagascar, il rencontra des coopérants gauchistes. De retour au pays, la guerre de décembre 1974 entre le Burkina et le Mali contribua à ancrer ses convictions. Il vit comment, dans ce conflit voulu par deux dictateurs pour une bande de terre désertique, les officiers supérieurs restaient soigneusement à l'arrière à s'occuper de leurs petites affaires. Dans la foulée éclata le scandale dit du « watergrains ». On découvrit que les vivres fournis par l'aide étrangère aux populations victimes de la sécheresse avaient été détournés et vendus. L'argent

était arrivé sur des comptes à l'étranger. Nommé à la tête du Centre national d'entraînement des commandos de Pô à cause de sa popularité parmi les jeunes officiers, Sankara allait entreprendre d'y former des « soldats-citoyens », c'est-à-dire de les faire réfléchir sur la situation du pays. Inéluctablement, les jeunes officiers renversèrent Saye Zerbo en novembre 1982 et Sankara, éliminant l'aile modérée du mouvement, prit véritablement le pouvoir le 4 août 1983 avec celui qui allait aller organiser quatre ans plus tard son assassinat, Blaise Compaoré.

L'un des premiers actes de Sankara fut de débaptiser la Haute-Volta, nom qui était celui de l'ancienne colonie, pour appeler désormais le pays Burkina Faso : « pays des hommes intègres ». Cette intégrité fut la règle qu'il allait imposer du haut en bas de l'État, en donnant lui-même l'exemple. Les ministres de Sankara durent renoncer aux Mercedes et aux limousines pour se contenter de modestes Renault 5. Lorsque les délégations burkinabées se déplaçaient à l'étranger, elles voyageaient en classe économique et il arrivait que deux ministres fassent chambre commune dans un petit hôtel. Finis également les beaux costumes, remplacés par l'habit traditionnel en coton.

C'était certes symbolique, mais le symbole était fort dans une Afrique où le pouvoir servait avant tout à s'enrichir et à transférer à son clan les fonds publics. Le budget du Burkina Faso était dérisoire et ne pouvait suffire à sortir la population de la pauvreté, mais au moins fut-il utilisé à cette époque pour des campagnes de vaccination, la construction d'écoles ou l'accès des femmes à l'éducation et à la culture, et c'est le souvenir que Sankara a laissé encore aujourd'hui parmi la jeunesse et la population africaines.

Malgré ses discours enflammés, Sankara ne remettait pas en cause la domination de l'impérialisme. Il voyait l'avenir du Burkina dans le développement des productions locales et dans des liens commerciaux plus diversifiés, avec Cuba ou la Chine par exemple. Il comptait sur l'armée, et non sur le peuple, pour faire sa révolution, et prit même des mesures autoritaires contre les syndicats et les enseignants grévistes.

Cependant, l'exemple qu'il donnait d'un régime non corrompu, et auquel cette intégrité donnait l'autorité morale d'affirmer son indépendance par rapport à la France et de critiquer haut et fort sa politique africaine, suffit pour que les dirigeants de celle-ci, le président Mitterrand et son Premier ministre Jacques Chirac, entreprennent de s'en débarrasser. Le président ivoirien Houphouët-Boigny, l'homme de la France dans la région, sut trouver pour cela l'oreille de Blaise Compaoré,

le second de Thomas Sankara et son ancien compagnon d'armes. Le 15 octobre 1987, les hommes de Compaoré assassinaient Sankara tandis que des troupes encerclaient les régiments qui auraient pu lui être fidèles.

UN DICTATEUR AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Après l'assassinat de Thomas Sankara, il ne fallut pas longtemps à Blaise Compaoré pour instaurer un régime semblable à ceux des autres dictateurs africains. Ce processus, qu'il baptisa rectification, se traduisit par l'assassinat des opposants, la remise en selle des chefs coutumiers et religieux et la soumission de la pauvre économie burkinabée aux diktats de l'impérialisme, notamment avec l'application du plan d'ajustement structurel du FMI au cours des années 1990. Ce plan, qui signifiait la privatisation des entreprises nationales, fut une source d'enrichissement pour le clan Compaoré et les multinationales. Ainsi Bolloré mit la main sur la Sitarail, le chemin de fer unique qui relie Ouagadougou à Abidjan, en 1998. D'autres suivirent, comme Total ou Bouygues.

Compaoré, grâce à son mentor le président ivoirien Houphouët-Boigny, devint l'homme des basses œuvres de l'impérialisme français dans la région. C'est ainsi que le Burkina Faso devint la base arrière et le camp d'entraînement des bandes armées du seigneur de guerre Charles Taylor qui, en décembre 1989, envahirent le Libéria pour renverser le dictateur Samuel Doe, protégé des États-Unis. Ce fut le début d'une guerre civile sanglante qui se prolongea en Sierra Leone voisine. Blaise Compaoré fournissait des armes aux bandes armées, entretenant les foyers de guerre civile en favorisant le pillage du sous-sol riche en diamants par les multinationales, organisant au passage le trafic de diamants pour son propre compte.

À la mort d'Houphouët-Boigny, en décembre 1993, Blaise Compaoré endossa tout naturellement ses habits de « vieux sage », pilier de la Françafrique. Ainsi sous son égide, au Niger, furent signés en 1994-1995 les accords qui mirent fin à la rébellion touarègue menaçant les installations d'Areva, principale multinationale française dans la région qui exploite l'uranium du sous-sol. Quelques postes furent accordées aux dirigeants de la rébellion. Les bandes rebelles intégrèrent l'armée officielle... et purent, à ce titre, défendre les mines d'Areva. Ces accords restent le modèle de ceux que François Hollande aimerait tant voir signés aujourd'hui entre le Mali et ses propres rebelles touaregs.

La dictature Compaoré connut sa première grande crise politique avec l'assassinat du



journaliste Norbert Zongo, en décembre 1998. Celui-ci enquêtait sur le meurtre du chauffeur de François Compaoré, le frère du président, qui trempait dans tous les trafics. Norbert Zongo soupçonnait les militaires de la garde présidentielle d'avoir torturé et assassiné le chauffeur. Devenu trop gênant, il fut assassiné à son tour. On retrouva son corps calciné dans sa voiture. L'opposition comme la jeunesse y vit la main du pouvoir. Une flambée de colère gagna le pays. De violentes émeutes éclatèrent dans de nombreuses villes. La répression fut violente. Des centaines d'arrestations eurent lieu.

Mais la disgrâce liée à l'assassinat du journaliste ne dura que bien peu de temps. En l'absence d'Houphouët-Boigny, l'impérialisme français ne pouvait se passer du seul dictateur capable d'assurer le relais de sa politique dans la région. C'est ainsi qu'à partir de 2001 il fut remis en selle et reçu à l'Élysée par Chirac et Jospin. Il y revint régulièrement sous Sarkozy comme sous Hollande, le gouvernement français n'ayant de cesse de vanter ses qualités d'« homme de paix et médiateur exceptionnel ».

Dès août 2006, Compaoré intervint diplomatiquement au Togo, pour le compte de la France, afin d'assurer le passage du pouvoir du dictateur

Gnassingbé Eyadéma à son fils Faure Eyadéma, en évitant les troubles sociaux. En Guinée, c'est le remplacement du général Moussa Dadis Camara par un autre militaire, Sékouba Konaté, qu'il chapeauta en 2008 à la demande de la France et des USA.

Ensuite, il joua également un rôle essentiel dans la guerre civile de Côte d'Ivoire. À la fin des années 1990, le Burkina devint la base arrière des « Forces nouvelles » qui s'étaient révoltées contre le pouvoir ivoirien : elles avaient pignon sur rue à Ouagadougou. À partir de 2002, elles occupèrent militairement la partie nord du pays, coupant la Côte d'Ivoire en deux. Compaoré fut le promoteur des accords de Ouagadougou de mars 2007 qui ouvrirent la voie à la réunification du pays. L'armée française aida les « Forces nouvelles » à chasser du pouvoir Laurent Gbagbo, et à installer au pouvoir Alassane Ouattara.

Enfin, au Mali, Compaoré contribua à écarter l'obstacle représenté par la présence à la tête de l'État du capitaine putschiste Sanogo et pilota son remplacement en avril 2012 par l'ex-président de l'Assemblée nationale Diacounda Traoré, plus présentable. Et c'est encore sous l'égide de Compaoré que furent signés les accords de Ouagadougou de juin 2013 qui instaurèrent un

cessez-le-feu entre les groupes touaregs et le gouvernement malien afin de permettre l'élection présidentielle voulue par la France.

Au regard des services rendus à l'impérialisme français, les crimes commis par Compaoré et son clan dans la sous-région et contre le peuple burkinabé n'ont jamais pesé bien lourd dans la balance. Aussi, en dépit des crimes de la dictature, des accords militaires ont toujours lié la France au Burkina. Des conseillers techniques militaires sont installés en permanence à Ouagadougou. La France livre du matériel militaire, forme et encadre les troupes d'élite. Un général de corps d'armée, Emmanuel Beth, a même été nommé comme ambassadeur au Burkina, entre 2010 et 2013, pour superviser la présence militaire française dans le pays et la région. Le Burkina sert encore aujourd'hui de base arrière au dispositif militaire Barkhane, dans le cadre de la lutte antiterroriste au Sahel.

LA MAFIA DU CLAN COMPAORÉ

En 27 ans de pouvoir sans partage, le clan Compaoré a fait main basse sur l'économie du pays. L'arrogance de ces nouveaux riches qui étalent leur fortune insolente, vivent comme des pachas intouchables, dans des villas luxueuses à quelques pas des bidonvilles des quartiers populaires, soulève l'indignation de la population. Sous l'ère Compaoré, des fortunes immenses se sont édifiées en quelques années, le nombre de riches a explosé, tandis que de l'autre côté des dizaines de milliers de paysans ont été expropriés des meilleures terres du pays, au profit de grandes compagnies minières étrangères qui exploitent les gisements aurifères (un secteur en plein boom). On constate le même phénomène dans l'agriculture. Selon un leader syndical : *« ceux qui se sont lancés dans l'agrobusiness en s'appropriant de vastes étendues de terres dans les zones les plus fertiles et humides sont, pour la grande majorité, les membres du gouvernement (chef d'État, Premier ministre, ministres), les élus (députés, etc.), (...) les hauts gradés de l'armée ».*

Le clan Compaoré, c'est-à-dire le premier cercle familial, et plus largement les dirigeants de son parti, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), se comportait en véritable mafia prédatrice. Pas un contrat ne pouvait être signé dans le secteur minier sans l'aval de François Compaoré, le frère du président. Pas un trafic d'armes, de diamants ne pouvait se faire sans l'accord des deux frères Compaoré. Le clan avait des intérêts dans tous les secteurs de l'économie où il pouvait y avoir des profits.

Alizéta Ouédraogo, surnommée « la belle-mère-nationale », car sa fille avait épousé

le frère du président, illustre bien cet enrichissement rapide. Elle avait bâti un empire financier en quelques années, en faisant l'acquisition d'entreprises immobilières bradées par l'État, lors de la privatisation des années 1990. Elle passait pour l'une des femmes les plus riches du Burkina. Au « pays des hommes intègres », la corruption était devenue la règle sous le règne de Compaoré. Au point que la population parlait du « *Tuuk guili* » pour désigner son régime, expression en moré qui signifie « tout rafler », « tout emporter ».

LES ÉMEUTES DE 2011 FONT VACILLER LE POUVOIR

En février 2011, l'assassinat d'un jeune lycéen de la ville de Koudougou (centre-ouest) par la police mettait le feu aux poudres, faisant de nouveau vaciller la dictature. Plusieurs dizaines de milliers de jeunes manifestèrent pour protester contre l'impunité de la police. Partie de Koudougou, la contestation fit tache d'huile et gagna les autres villes du pays. Bâtiments publics et symboles du pouvoir furent incendiés. Un mois plus tard, les soldats se mutinèrent. La contestation avait touché presque toutes les casernes du pays, y compris la garde présidentielle, qui avait tiré à l'arme lourde sur le palais de Compaoré. La répression fut brutale : une trentaine de morts et plusieurs dizaines de blessés parmi la population.

Aux abois, Compaoré mata les mutins de l'armée, avec l'aide de son carré de fidèles du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), multiplia les arrestations, se débarrassa des officiers jugés peu fiables, procéda à la dissolution du gouvernement, se nomma lui-même ministre de la Défense, et plaça des membres de sa famille à la tête de différents ministères. Et pour finir, il mit au rancart tous les principaux caciques du parti présidentiel, le CDP. Ce qui eut pour effet d'accroître le mécontentement dans ses propres rangs. Toutes ces mesures ne permirent pas de juguler la crise politique et sociale qui secouait le pays. Elle ne fit qu'empirer car les causes du mécontentement n'avaient pas disparu. Les années suivantes furent des années d'importantes contestations. La colère gagna toutes les couches de la société. Même le parti au pouvoir ne fut pas épargné : une grande majorité des caciques déchus forma un nouveau parti d'opposition, en janvier 2014. François Hollande suggéra au dictateur de céder la place. Mais rien n'y fit. Plus la dictature se lézardait, plus le clan Compaoré s'accrochait au pouvoir.

Le pays était au bord de l'explosion sociale. La jeunesse déshéritée des quartiers pauvres qui n'avait aucune perspective, mais aussi la petite bourgeoisie étudiante qui, bien que diplômée,

n'avait aucun avenir dans le système, formaient le fer de lance de la contestation. Des mouvements de rappers, d'artistes comme le « Balai citoyen » se firent leurs porte-parole. La volonté du dictateur de s'accrocher au pouvoir en modifiant l'article 37 de la Constitution mit le feu aux poudres. La modification de l'article qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels aurait permis à Compaoré de rester en place après 2015, et de devenir ainsi dictateur-président à vie.

L'INSURRECTION POPULAIRE D'OCTOBRE 2014

La mobilisation s'accroît et tout se joua dans les derniers jours d'octobre car la modification devait être votée le 30. Mais dès le 28 octobre, des centaines de milliers de personnes descendirent dans la rue, exigeant le départ de Compaoré. Deux jours plus tard, alors que les députés étaient appelés à se prononcer sur la Constitution, un million de manifestants venu des faubourgs de la capitale, la jeunesse des quartiers pauvres en tête, déferla dans les rues de Ouagadougou aux cris de « Blaise dégage », bravant la police et l'armée, dressant des barricades, occupant la radio-télévision nationale, incendiant le Parlement. Compaoré tenta de tergiverser mais fut contraint de démissionner. La garde présidentielle organisa sa fuite en Côte d'Ivoire avec l'aide de l'armée française, comme le reconnut par la suite François Hollande. Son frère se réfugia au Bénin, et d'autres dignitaires en France.

Pendant ce temps, dans la capitale Ouagadougou et dans les autres grandes villes du pays, Bobo Dioulasso, Koudougou, Ouahigouya, la population détruisit tous les symboles du pouvoir, incendia les mairies, les centres des impôts, les sièges du parti présidentiel, le CDP, qui fut rebaptisé par les manifestants le parti des Corrupteurs, Détrouseurs, Prédateurs. Les villas de dignitaires du régime furent incendiées et pillées, notamment celle de François Compaoré, le frère, dit « le petit président », particulièrement vomi par la population. Il y eut de nombreuses scènes de pillage. Mais c'est là un juste retour des choses de la part d'une population victime de vingt-sept ans de pillage du clan Compaoré. L'insurrection qui avait chassé le dictateur avait fait vingt-quatre morts et près de 600 blessés.

L'ARMÉE PREND EN MAIN LA TRANSITION

Mais très vite, l'armée entra en scène. Le lieutenant-colonel Isaac Zida, numéro deux du Régiment de sécurité présidentielle, la garde prétorienne de Compaoré, prit les choses en main, affirmant qu'il remettrait le pouvoir à un civil en vue d'assurer la transition et organiser les

élections présidentielles en 2015 !

Après avoir rencontré les représentants des grandes puissances impérialistes, les autres chefs d'État africains de la sous-région, et les avoir rassurés sur ses intentions, le lieutenant-colonel Zida prit le pouls des chefs religieux et coutumiers, puis convoqua les chefs des partis politiques de l'opposition, qui se précipitèrent pour l'adouber, ainsi que des mouvements comme le « Balai citoyen ». S'ensuivit alors une foire d'empoigne entre les partis, les représentants de la société civile et l'armée pour accoucher d'une « charte de transition », et surtout se partager les places de députés, à prendre dans le nouveau « Conseil national de la transition » (CNT), et de ministres, dans le nouveau gouvernement de transition, deux institutions autoproclamées, en vue d'organiser les prochaines élections.

L'armée dénicha alors un haut fonctionnaire international du temps de Compaoré, Michel Kafando, pour jouer le rôle du président civil du gouvernement de transition, dans le but de satisfaire les exigences de l'impérialisme français et donner le change à la population. Il n'était en réalité qu'une marionnette aux mains des militaires. À peine installé, il nomma aussitôt le lieutenant-colonel Zida au poste de Premier ministre qui, lui, détenait la réalité du pouvoir.

UNE NOUVELLE DICTATURE CIVILE ET MILITAIRE

Aujourd'hui, l'armée occupe les postes clés dans le nouveau gouvernement de transition. Outre son poste de Premier ministre, le lieutenant-colonel Zida s'est arrogé le ministère de la Défense, accordant celui de l'Intérieur à son bras droit, le colonel Auguste Denise Barry, qui avait déjà occupé ce poste en 2011 sous Compaoré. Elle s'est taillé une place de choix dans le nouveau CNT, censé faire office de Parlement. En quelques jours, l'armée a donc réussi à combler le vide laissé par la chute du dictateur, confisquer le pouvoir à la population insurgée, et le conserver pour son propre compte.

Au début, le nouveau pouvoir a multiplié les effets d'annonce et les déclarations contradictoires sur l'extradition de Compaoré, la nationalisation d'entreprises appartenant au clan du dictateur, etc. Pis, il a fait tomber quelques têtes, ici et là, pour donner l'illusion que l'on tournait la page de l'ère Compaoré. Mais quelques mois plus tard, cela n'est plus vraiment à l'ordre du jour. La suspension de l'ancien parti présidentiel a été levée. Force est de constater que l'essentiel de l'ancien appareil d'État, de la justice à la police, de la gendarmerie à l'armée, est toujours en place. L'armée et son unité d'élite, le RSP, sont toujours à pied

d'œuvre. Enfin, l'armée française demeure en réserve.

Le lieutenant-colonel Zida ne cache nullement son intention de collaborer avec les anciens cadres du régime comme il l'a fait, en toute connaissance de cause, en nommant son ami, Adama Sagnon, au ministère de la Culture, celui-là même qui avait enterré le dossier Norbert Zongo et qui a dû aussitôt démissionner suite à une mobilisation populaire. Il entretient de bonnes relations avec les anciens caciques du CDP, dont la plupart sont regroupés dans des partis d'opposition. D'ailleurs, ces derniers ne cessent de multiplier les offres de service.

« Dégager » un dictateur ne suffit pas pour en finir avec la dictature et l'oppression

Les pauvres et les jeunes des quartiers populaires, qui ont fait preuve de courage et de détermination pour affronter les forces de répression les mains nues et renverser la dictature, avaient bien d'autres aspirations que le seul respect de l'article 37 dont se seraient bien contentés les principaux partis d'opposition. Ils se sont mis en branle parce qu'ils ne supportaient plus l'injustice et la corruption permanente de la dictature Compaoré et ne voulaient plus vivre dans la misère. Aujourd'hui on veut les obliger à se contenter d'un simple ravalement de façade.

En forçant Compaoré à s'enfuir, ils ont montré, après bien d'autres, qu'un peuple mobilisé

a la force de renverser un régime honni. Quand la haine accumulée dans toutes les couches explose, elle est à même de balayer un dictateur qui avait résisté pendant des décennies

Mais la suite de ces événements rappelle aussi qu'un soulèvement ne suffit pas aux couches pauvres pour imposer leurs aspirations. La bourgeoisie, et l'impérialisme qui se tient derrière les régimes corrompus des pays pauvres, ont de nombreuses possibilités pour remplacer les chefs d'État déchus. Tout un personnel aspire à les servir : des chefs de l'armée qui au dernier moment ont fait mine de se ranger du côté du peuple, des hommes politiques dont l'opposition se résume à leur envie d'occuper la place, parfois même de simples bavards.

On a parlé à propos du Burkina de « printemps africain ». Mais ce qu'ont amplement démontré les « printemps arabes », et que montre encore l'évolution de la situation au Burkina, c'est que le simple mot d'ordre « dégage » suffit peut-être à se débarrasser du dictateur en place, mais n'empêche pas un autre de prendre sa place.

Même pour empêcher qu'une nouvelle dictature s'installe, pour se débarrasser de la corruption, il est nécessaire d'aller bien au-delà, et il faut que les classes pauvres se donnent le moyen de contrôler le pouvoir qui se met en place.

7 février 2015



Manifestants réclamant le départ de Blaise Compaoré, chassé du pouvoir en octobre 2014.

Irak et Syrie

Chronique d'une catastrophe annoncée

Cela fait maintenant neuf mois que l'Irak est de nouveau en proie à la guerre et près de six mois que, face à la menace que les miliciens de l'État islamique faisaient peser sur le statu quo régional, les dirigeants impérialistes, dont Hollande, ont envoyé leurs bombardiers porter main-forte à une armée irakienne défaillante, avec l'appui officieux de l'Iran.

Ce sont donc les mêmes puissances impérialistes dont les grandes manœuvres et les interventions militaires passées ont mis la région à feu et à sang qui prétendent aujourd'hui, avec un cynisme total, y ramener la stabilité avec leurs bombes !

Pour tenter de légitimer cette nouvelle intervention, leurs gouvernements ne manquent pas de tirer le parti maximum de l'émotion créée tant par les atrocités médiatisées de l'État islamique que par des actes terroristes tels que celui visant Charlie Hebdo et le supermarché Hyper Cacher, en janvier. Pour les Obama et les Hollande, ce sont autant de leviers pour tenter de rallier l'opinion publique derrière leur politique belliciste, tout en occultant les responsabilités de l'impérialisme dans la catastrophe irakienne et en détournant son attention du véritable objectif de cette politique, protéger les profits des trusts impérialistes.

Quant à cette nouvelle guerre, malgré l'intervention impérialiste, elle s'est très rapidement enlisée sur le terrain, pour prendre de plus en plus la forme d'une guerre de position, une guerre dans laquelle l'ensemble de la population irakienne, tant dans les zones de combat qu'ailleurs, se retrouve, une fois de plus, prise dans le feu croisé d'une multitude de milices armées, tandis que ses conditions d'existence se détériorent à vue d'œil.

Dans cette guerre, très peu de choses ont changé depuis novembre dernier, date à laquelle nos camarades britanniques de Workers' Fight ont publié l'article dont nous publions la traduction de larges extraits ci-dessous (Class Struggle n°103 – hiver 2014).



Parade de miliciens du groupe État islamique.

C'est le 1^{er} août 2014 qu'a débuté officiellement l'intervention des « conseillers spéciaux » d'Obama sur le sol irakien, intervention présentée comme civile, car ils n'étaient pas supposés mettre en œuvre des moyens militaires.

Peu importe d'ailleurs qu'elle soit civile ou militaire. Car, de toute façon, avec 35 000 hommes armés jusqu'aux dents présents en Irak pour le compte de sociétés privées, 17 000 employés à l'ambassade américaine de Bagdad (la plus importante du monde !) et d'innombrables conseillers et formateurs embarqués parmi les forces armées irakiennes, le gouvernement des États-Unis intervient déjà militairement sur l'ensemble du territoire irakien.

Les « frappes chirurgicales » occidentales contre les forces de la milice État islamique (EI) ont commencé en septembre. L'armée de l'air américaine a ouvert le bal au début du mois, suivie par la France à partir du 19 septembre et par le Royaume-Uni à partir du 26, après un vote à la Chambre des communes. Les semaines suivantes, une série de partenaires de moindre envergure se sont joints à la coalition menée par les États-Unis.

Depuis, les médias passent délibérément sous silence le calvaire que traversent les populations irakienne et syrienne, leurs morts et leurs blessés, la profonde détresse que vivent les masses qui fuient les zones ravagées par la guerre, qu'il s'agisse des déplacés ou des réfugiés contraints de se regrouper dans des camps dans les pays voisins.

Mais faut-il s'en étonner ? Quel responsable politique souhaiterait que le public prenne conscience du fait que l'aventure militaire occidentale aggrave la situation de ces populations ? Notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni, où des élections générales doivent avoir lieu. Les responsables politiques redoutent comme la peste un nouveau borborygme au Moyen-Orient dont le sang éclabousserait leur campagne électorale !

On peut en revanche se demander où tout cela va mener. La catastrophe qui se développe dans la région est en effet la conséquence directe de



vingt années de manœuvres et d'agressions militaires de la part de l'impérialisme dans la région. La montée des milices islamistes, et tout spécialement celle de l'EI, est elle-même un contrecoup de l'occupation occidentale de l'Irak. Quelles nouvelles catastrophes cette nouvelle aventure militaire va-t-elle entraîner pour le Moyen-Orient en général, et pour sa population en particulier ?

Il est vrai que, pour l'instant, à l'exception des États-Unis, qui ont aligné des moyens aériens importants de tous ordres, les autres membres de la coalition n'ont déployé chacun qu'un nombre de bombardiers relativement symbolique et, en tout cas, bien inférieur aux ressources qu'ils avaient consacrées aux deux guerres d'Irak précédentes (sauf pour la France, qui n'était pas impliquée dans celle de 2003). Si ces bombardiers peuvent très certainement entraîner des dommages considérables pour ceux qui ont le malheur de se trouver sous leurs bombes, ils sont complètement inadaptés à mener une guerre à l'échelle d'un territoire aussi vaste que celui actuellement contrôlé par l'EI.

Cela signifie peut-être que les dirigeants impérialistes ont choisi, au moins pour l'instant, de rester fidèles à la stratégie déjà utilisée pour liquider Kadhafi en Libye, à savoir une guerre « de faible

intensité » et « bon marché », dans laquelle les opérations au sol sont confiées à des troupes locales agissant comme auxiliaires des puissances impérialistes, tandis que ces dernières utilisent leur supériorité aérienne pour renforcer leurs pions régionaux. Mais les responsables occidentaux pourront-ils se permettre de s'en tenir à cette stratégie ? Celle-ci leur permettra-t-elle de contrôler les forces que cette guerre aura libérées, directement ou indirectement ? Vont-ils devoir faire face à une implosion régionale qui, menaçant les profits des multinationales occidentales, les contraindrait finalement à intervenir militairement au sol, avec toutes les conséquences imprévisibles qu'une telle intervention peut entraîner ?

UNE PROPAGANDE CYNIQUE

Depuis le début des événements qui ont conduit à la guerre actuelle en Syrie et en Irak, il y a eu très peu d'informations disponibles sur ce qui se passait réellement sur le terrain. De fait, lorsqu'un événement bénéficie effectivement d'une large couverture dans les médias, c'est habituellement parce qu'il contribue à justifier la politique de l'impérialisme. Tout ce qui pourrait remettre en question cette politique est minimisé, voire complètement passé sous silence.

L'hystérie médiatique autour du traitement des otages occidentaux de l'organisation État islamique sert un objectif de propagande évident. Les atrocités commises par la milice islamiste sont abjectes mais l'indignation des gouvernements occidentaux est particulièrement hypocrite au vu des atrocités qu'ils ont eux-mêmes commises. Qu'on se souvienne, en particulier, des blessures atroces causées par les bombes à fragmentation et les obus incendiaires au phosphore blanc utilisés par les forces américaines et britanniques durant le siège de Falloujah, en 2004. On ne sait toujours pas aujourd'hui combien ce siège a fait de victimes. Mais on sait qu'il entraîna la destruction de 36 000 des 50 000 immeubles de logements de la ville !

De même, durant l'été 2014, la situation terrible dans laquelle se trouvèrent d'abord la minorité religieuse yézidie, prise au piège par l'EI dans son territoire traditionnel près de la ville de Sinjar, au nord de l'Irak, puis la minorité chrétienne, dans la région de Mossoul, a été l'objet d'une véritable opération de propagande. Dans les deux cas, la lumière crue jetée sur le sort de ces minorités a servi à provoquer une réaction émotionnelle – et dans le second cas, une certaine identification avec les victimes chrétiennes de l'EI – ce qui, dans les calculs des dirigeants occidentaux, devait assurer le soutien de l'opinion publique à l'intervention militaire qu'ils préparaient. D'ailleurs, la situation de ces minorités fut un élément central dans les justifications présentées par Obama et Cameron pour lancer leurs opérations de bombardement.

Mais depuis quand les dirigeants impérialistes se soucient-ils du sort des minorités ? En 2006-2007, au plus fort de la guerre civile, les dirigeants impérialistes se souciaient-ils du sort de ces mêmes minorités – sans même parler d'intervenir pour les défendre – lorsqu'elles se trouvèrent attaquées par les milices islamistes sunnites durant la guerre civile déclenchée par l'occupation occidentale ? Bien sûr que non ! Car à l'époque, pour Bush et Blair, cela aurait été admettre une vérité des plus désagréables : loin d'avoir amené au peuple irakien ce qu'ils appelaient la démocratie, l'invasion du pays et le renversement de Saddam Hussein avaient simplement ouvert les vannes au déchaînement de forces incontrôlables, réactionnaires et sectaires.

DERRIÈRE LE SILENCE DES MÉDIAS

En fait, en dehors des quatre mois de combats autour de la ville de Kobané, dans le nord de la Syrie, qui a bénéficié d'une certaine couverture médiatique, pour le reste cette guerre est l'objet d'un quasi black-out.

Certes, les médias se font l'écho de « menaces terroristes » pesant sur l'Occident, ils rendent compte d'arrestations de « terroristes présumés » et abreuvent le public de sujets sur des jeunes nés et éduqués dans les pays riches qui sont devenus djihadistes. Mais tout cela n'a rien de bien nouveau : pour l'essentiel, cela dure depuis le début de la « guerre contre le terrorisme » qui suivit les attentats du 11 septembre 2001.

Et pourtant, c'est bien une guerre qui se déroule sur le terrain, tant en Syrie qu'en Irak. Juste avant le début de l'intervention occidentale, on estimait qu'un tiers du territoire irakien échappait au contrôle de l'armée irakienne et des milices de la région autonome kurde. Depuis, la situation a peu évolué.

On peut avoir une idée de l'intensité des affrontements dans la guerre civile grâce aux données fournies par l'organisation Iraq Body Count, créée après l'invasion du pays en 2003 pour enregistrer le nombre de victimes civiles de la guerre. Cette organisation estime qu'entre janvier et fin octobre 2014, il y a eu 14 000 victimes, dont 12 % tuées par les forces gouvernementales. Ce nombre correspond à 65 % du pic atteint en 2007, au plus fort de la guerre civile, et à 170 % du niveau de 2008, après que l'intensité de cette dernière avait commencé à reculer !

Ces estimations dépendent entièrement de données fournies sur une base volontaire car les armées n'en fournissent pas. Autrement dit, aussi élevés soient-ils, ces chiffres sont nécessairement sous-évalués par rapport à la réalité de la guerre.

Les experts militaires, comme l'Institut américain pour l'étude de la guerre (*Institute for the Study of War*), tiennent un compte permanent des principaux événements sur le terrain, à partir des sources de l'armée et des journaux du Moyen-Orient. Sur la période du 28 octobre au 2 novembre 2014, voici quelques événements que cet institut a retenus :

- Action militaire : l'EI a lancé une attaque à partir de la zone de Nebai, au nord de Bagdad, contre le district de Dujail, au sud de Salah ad-Din. Affrontements avec la police irakienne et une mobilisation populaire (milices irrégulières chiites) pendant trois heures (15 morts, 25 blessés) ; l'avancée de l'armée irakienne et des forces irrégulières en direction de la zone de Mazraa, à 5 kilomètres au sud du district de Baiji (où se trouve la plus importante raffinerie du pays, actuellement au centre de combats) est bloquée par des engins explosifs improvisés (EEI) positionnés tous les 20 mètres ; l'EI a affronté l'armée irakienne et des milices irrégulières au nord-est de la base militaire de Balad et au sud-est de Samarra.

- Exécutions effectuées par les unités de l'EI : neuf policiers irakiens du district de Rawa ; 150 membres de la tribu Abu Nimr dans le sous-district de Furat de la province d'Anbar ; 30 combattants de la tribu Abu Nimr dans le sous-district de Kurat de la province d'Anbar, près de Hit ; 67 membres de la tribu Abu Nimr, y compris des femmes et des enfants, dans la zone de Ras al-Ma.
- Arrestations effectuées par les unités de l'EI : 70 personnes, principalement de la tribu de Jubur, après que des jeunes avaient remplacé... les drapeaux de l'EI par des drapeaux irakiens ; 250 membres de la tribu Abu Nimr.
- Victimes de véhicules piégés : rassemblement de milices irrégulières aux confins de Jurf al-Sakhar, au nord de Babil (27 tués, 60 blessés) ; poste de contrôle de la police irakienne à Yousoufiah, au sud de Bagdad (4 tués, 15 blessés) ; poste de contrôle à l'entrée sud de Bagdad (24 morts, 52 blessés) ; groupe de chiites dans le secteur de la rue de Palestine, à l'est de Bagdad (3 morts, 4 blessés) ; poste de contrôle de la police irakienne à Dura, au sud de Bagdad (5 morts, 14 blessés) ; groupe de chiites près du carrefour Darwish de la zone Ilam, au sud-ouest de Bagdad (5 morts, 23 blessés) ; place Nasser, au centre de Bagdad (2 morts, 24 blessés).

Autrement dit, il se passe bien plus de choses dans cette guerre que ce que les médias occidentaux en disent. Mais ce qui est sans doute le plus significatif dans cet instantané de la guerre, qui ne couvre que quatre jours, c'est qu'une part importante de la guerre se déroule dans des zones, comme Bagdad et sa banlieue, où il n'y a pas de présence militaire de l'EI.

Les milices de l'EI ont donc non seulement la capacité d'affronter les unités pro-gouvernementales envoyées contre elles, mais elles sont également en mesure – éventuellement avec l'aide d'alliés – d'organiser des attaques terroristes mortelles dans des zones contrôlées par le gouvernement et prétendument sûres. Cela signifie que l'EI peut compter, en plus de ses milices régulières, sur un réseau d'organisations sympathisantes, au moins au nord-est du pays, qui ont les moyens de perpétrer de telles attaques, mais également d'écraser toute tentative de résistance à l'avancée des milices de l'EI. C'est ce qui arriva, par exemple, le 6 juin dernier à Mossoul : alors que les premières colonnes des milices régulières de l'EI étaient encore loin des banlieues de la ville, des combattants armés brandissant le drapeau noir de l'EI ont surgi de nulle part à l'intérieur même de la ville et ont commencé à assaillir les casernes des forces favorables au gouvernement avec des

explosifs puissants.

ASSIS SUR UNE BOMBE À RETARDEMENT

Quelles sont donc les raisons de la rapidité des avancées de l'EI ? L'effondrement initial de l'armée irakienne ne peut pas tout expliquer. Il y a également des raisons politiques et sociales, liées à la désaffection générale de la minorité sunnite irakienne vis-à-vis du gouvernement de Bagdad.

Après 2003, les forces d'occupation occidentales ne se sont pas seulement appuyées sur les partis religieux chiites, entraînant chez la minorité sunnite le sentiment d'avoir été privée de tous ses droits. Par la suite, elles ont mis en place un appareil d'État recruté parmi les membres de milices chiites tout juste sortis d'une guerre civile au cours de laquelle ils avaient pris l'habitude de considérer tout membre de la minorité sunnite comme un ennemi potentiel, voire comme une cible légitime. Et ces habitudes sectaires ont perduré : outre sa corruption notoire, la police irakienne, par exemple, est aussi connue pour choisir ses victimes de préférence parmi la population sunnite. Facteur aggravant, l'accès aux emplois publics est de facto interdit aux sunnites dans de nombreuses régions du pays – alors même que le chômage approche les 50 % !

Si les gouvernements de Bagdad s'étaient efforcés d'améliorer la situation matérielle de la population, le fossé entre sunnites et chiites aurait pu être comblé avec le temps. Mais ces gouvernements se sont montrés de plus en plus corrompus et parasites. Ils ont multiplié les communiqués triomphants sur les progrès effectués en matière de production pétrolière, mais le prix de l'essence et du fioul n'a pas baissé pour la population. De fait, celle-ci n'a pas vu la couleur des « dividendes du pétrole » : les bénéfices de la vente du pétrole sont allés remplir les poches d'une minorité de privilégiés proche des hautes sphères du pouvoir.

Pendant ce temps, les ministres ignoraient les besoins les plus fondamentaux de la population, surtout dans les zones à majorité sunnite, pillant les budgets prévus pour la reconstruction des infrastructures indispensables détruites durant la guerre. L'approvisionnement en électricité et parfois en eau potable est resté aléatoire. Tandis que les dignitaires des partis au pouvoir étalaient leur prospérité derrière leurs gardes du corps, la plupart des gens en étaient réduits à survivre au milieu de villes ou de villages où les blessures de la guerre étaient encore béantes.

Autrement dit, l'occupation occidentale a mis en place une bombe à retardement qui ne demandait qu'à exploser. En un sens, l'EI n'a fait qu'anticiper cette explosion en détournant ce potentiel explosif à son profit – empêchant par là-même

les masses irakiennes de trouver leur propre voie pour sortir de ce cauchemar, en se débarrassant de tous ces seigneurs de guerre et de ces politiciens qui prospèrent à leurs dépens, grâce à leurs divisions.

UNE MILICE NÉE DE L'OCCUPATION OCCIDENTALE

Il faut rappeler que l'EI est l'une des milices islamistes sunnites qui se sont développées il y a relativement peu de temps, lors de la guerre civile syrienne qui a fait suite à ce que l'on a appelé le « printemps arabe ».

Mais l'EI était différent de ses rivales dans la mesure où la plupart de ses cadres historiques étaient des Irakiens, dont un certain nombre originaires de la province irakienne d'Anbar, qu'ils avaient fui face à la répression anglo-américaine après la chute de Falloujah, en 2004. En Irak, ils avaient déjà acquis une certaine expérience de la lutte armée et de la clandestinité. Une fois en Syrie, ces cadres commencèrent à recruter parmi les jeunes irakiens en mal de revanche qui se morfondaient dans les camps de réfugiés. En même temps ils nouèrent des liens avec ce qui restait des groupes islamistes syriens clandestins, qui avaient été décimés par la répression organisée par le régime d'Assad.

Après le début de la vague de manifestations, en 2011, de nombreuses factions islamistes syriennes choisirent de fusionner pour avoir plus de poids sur la scène politique. Mais après l'éclatement de la guerre civile syrienne, elles commencèrent à se diviser à nouveau, la plupart préférant se constituer chacune son propre fief territorial. L'EI, qui n'avait pas de base géographique propre, transforma ce point faible en un avantage, en devenant l'une des rares milices à prétendre offrir à ses partisans un objectif à l'échelle régionale – une sorte de panarabisme islamique qui, en dehors de ses oripeaux religieux, n'était guère différent de l'idéologie du Parti baas d'antan. Cette politique, et sa capacité à trouver des financements, permit à l'EI de se développer rapidement, souvent en absorbant ses rivaux plus petits, voire en les éliminant physiquement.

Finalement, l'EI en arriva à se sentir suffisamment fort pour étendre ses activités vers l'Irak. À partir des zones de la Syrie qui n'étaient plus contrôlées par le régime d'Assad, les unités de l'EI commencèrent leur marche en Irak par la province de Mossoul, de l'autre côté de la frontière, où elles firent leurs premiers gains territoriaux – en particulier l'occupation de Mossoul, la deuxième ville du pays. L'étape suivante fut la province d'Anbar, avec laquelle les cadres de l'EI avaient conservé des liens. Là, EI semble avoir trouvé des appuis

dans la population majoritairement sunnite, probablement du fait de sa profonde haine pour le régime de Bagdad, qu'elle considère comme complice des crimes perpétrés par les forces occidentales durant l'occupation dans la province.

À partir des provinces d'Anbar et de Mossoul, il était alors logique pour l'EI de poursuivre sa marche vers la province voisine de Salah ad-Din, en direction de Tikrit et de la région entourant Samarra, qui ouvraient la route vers Bagdad.

Dans le même temps, l'EI a pu établir une tête de pont à l'autre bout du pays, dans la province de Diyala, le long de la frontière orientale de l'Irak avec l'Iran, où ses miliciens ont réussi à prendre le contrôle d'un certain nombre de villes. Cela peut être dû au fait qu'une partie des cadres de l'EI sont issus d'un groupe islamiste de la province de Diyala, groupe qui, en 2007, avait déjà proclamé un « califat » dans cette province, avant d'être rapidement écrasé par l'armée américaine et contraint de se réfugier à l'étranger. On peut donc supposer que l'EI a conservé des contacts suffisamment étroits avec ce qui restait de ce groupe pour y orchestrer un soulèvement, sans que ses propres miliciens aient à traverser le territoire irakien pour se rendre sur place, ce qui leur aurait été impossible en pratique à ce stade, malgré la décomposition de l'armée irakienne.

Les milices de l'EI contrôlent donc les environs de Bagdad dans toutes les directions, sauf vers le sud. Néanmoins, il est difficile de savoir en quoi consiste réellement ce contrôle. Il semble que l'EI ait été relativement bien accueilli par une partie de la population, malgré son obscurantisme obsessionnel et brutal, tout spécialement dans les zones rurales et les petites bourgades, tout comme l'avaient été les talibans dans leur marche vers le pouvoir en Afghanistan, en 1996, et pour des raisons similaires. Cela tiendrait en partie à des mesures sociales d'urgence, telles que la centralisation et la distribution de denrées de première nécessité comme le pain, mais aussi à une répression impitoyable de toute forme de criminalité, ce qui, dans un pays empoisonné par la loi des gangs depuis plus d'une décennie, peut donner un sentiment trompeur de sécurité à la population.

Cela dit, reste à savoir combien de temps les cadres de l'EI résisteront à la corruption du pouvoir, et par conséquent, combien de temps ils pourront entretenir les illusions qu'ils ont créées dans la population et continuer à bénéficier de sa bienveillante passivité. C'est ce qu'illustre la situation à Mossoul, deuxième ville du pays, qui offre un certain niveau de confort aux forces qui la contrôlent. Car selon des informations en provenance de cette ville, les cadres de l'EI se



La population fuyant Mossoul lors de l'arrivée des bandes de l'État islamique.

révéleraient déjà tout aussi corrompus et parasitaires que leurs prédécesseurs, même s'ils n'affichent pas de manière aussi ostentatoire les avantages matériels qu'ils se sont octroyés.

LE RETOUR DU RÈGNE DES MILICES

L'une des conséquences de la situation actuelle est la réapparition de toutes sortes de milices imposant leur loi à la population et rivalisant entre elles dans le cadre d'affrontements souvent sanglants.

L'effondrement de l'armée irakienne a amené de nombreux villages et petites villes à réactiver les milices d'autodéfense qui avaient été initialement mises en place durant la guerre civile et la période de chaos qui lui a succédé, pendant l'occupation occidentale. À ceci près que nombre de ces milices jouent désormais un rôle différent.

L'EI, dont le nombre de combattants est estimé à 15 000 au plus, s'est efforcé – là aussi, tout comme l'avaient fait les talibans afghans – de s'assurer l'allégeance de ces milices locales – que ce soit en achetant leurs chefs ou en les soumettant par la force. Aujourd'hui, pour l'essentiel, l'EI exerce son contrôle territorial par l'intermédiaire de milices locales qui lui ont fait allégeance. Mais compte tenu de la façon dont le ralliement de ces milices a été obtenu, leur loyauté est rien moins que fiable. Et cela pourrait fort bien être le talon d'Achille de l'EI, tout comme cela avait été le cas

des talibans afghans. Pour l'instant, néanmoins, ces milices restent fidèles au poste, comme auxiliaires passives ou actives de l'EI, réprimant brutalement la population sous leur contrôle.

De son côté, le gouvernement de Bagdad a dû tenter d'endiguer l'effondrement de son armée en mobilisant de nouvelles forces. Pour cela, il a réactivé ce qui restait des Sahwa, une milice sunnite mise en place par les États-Unis en 2007. Mais leurs rangs se sont considérablement réduits après s'être vu refuser leur intégration à l'armée irakienne par le régime des partis chiites, contrairement aux promesses faites par les États-Unis. Beaucoup ont déserté et certains ont même rejoint les milices islamistes sunnites. Qui plus est, les Sahwa sont universellement méprisés et haïs, par les sunnites comme par les chiites, en raison de la brutalité et de la cruauté dont ils firent preuve au service des occupants impérialistes.

Si on laisse de côté les milices kurdes, qui n'obéissent pas aux ordres de Bagdad, les principaux auxiliaires militaires recrutés par le gouvernement pour suppléer aux défaillances de son appareil de répression sont les grandes milices chiites.

Ces milices chiites sont apparues juste après la chute de Saddam Hussein, lorsque les partis religieux chiites retrouvèrent une existence légale après leur longue période de clandestinité. À cette époque, tous ces partis, ainsi qu'un grand nombre

de candidats aux postes de chefs religieux, commencèrent à constituer des milices armées afin de profiter du vide politique résultant de la chute de l'ancien régime.

Certains de ces partis, notamment les deux plus importants, le Conseil suprême islamique irakien (CSII) et le Parti islamique Dawa, choisirent finalement de collaborer avec les États-Unis. Ces deux partis purent ainsi obtenir la plus grosse part du gâteau dans les institutions politiques du nouvel État mis en place par les forces d'occupation en 2005, et ils l'ont conservée jusqu'à ce jour. Ce furent les cadres de leurs milices qui fournirent l'ossature de la nouvelle armée irakienne.

Mais certaines forces chiites décidèrent de s'opposer à l'occupant. La plus importante d'entre elles, l'Armée du Mahdi du chef religieux Moqtada al-Sadr, organisa un soulèvement manqué contre l'occupation en 2004. Après une tentative ratée pour intégrer le processus politique lors de l'élection de 2005, l'Armée du Mahdi joua un rôle actif durant la guerre civile. En 2008, elle fut finalement démilitarisée et de nombreux partis politiques faisant allégeance à al-Sadr participèrent au processus politique. Cependant, alors même que l'Armée du Mahdi était démantelée, al-Sadr créa une nouvelle milice, les Brigades du jour promis, pour assurer la continuité de la tradition de l'Armée du Mahdi.

Suite à l'avancée de l'EI, le gouvernement irakien demanda aux partis chiites de réactiver leurs milices. Et ces derniers le firent d'autant plus facilement que les postes que leurs représentants occupaient au gouvernement leur donnaient accès à des fonds importants et que l'Iran leur offrait toutes les armes dont ils pouvaient avoir besoin. Et c'est ainsi que, depuis juin 2014, on a pu voir deux milices issues des Brigades du jour promis d'al-Sadr, les Brigades de la paix et la Ligue des justes, parader, armées jusqu'aux dents, en plein centre de Bagdad. L'organisation Badr, l'ancienne milice du CSII, a également refait surface, en parfait ordre de combat, comme au temps de la guerre civile. De nombreuses autres milices chiites sont apparues dans le pays, parfois sous prétexte de défendre un sanctuaire particulier du chiisme.

LA RÉSURGENCE DU SECTARISME

Toutes ces milices n'ont pas été désignées officiellement pour servir d'auxiliaires à l'armée irakienne. Le gouvernement a formé un commandement paramilitaire centralisé, la Mobilisation du peuple, pour diriger les milices affectées à cette tâche, sous la houlette de l'organisation Badr. Mais si les membres de cette Mobilisation du peuple semblent être plus efficaces que l'armée irakienne lorsqu'il s'agit de combattre l'EI, chaque

milice conserve son indépendance et agit en fonction de ses intérêts propres.

Cela dit, l'activité des milices chiites ne se limite pas à leur rôle d'auxiliaires de l'armée irakienne, qu'elles aient été ou non officiellement désignées pour cette tâche. Et la façon dont elles cherchent à imposer leur loi, à la population n'est pas très différente de l'EI, ni en termes de contenu, ni en termes de méthodes.

Par exemple, en juillet, le service international de la BBC relatait une attaque menée par des hommes armés contre deux immeubles d'habitation situés dans un quartier de Bagdad habité par une population petite-bourgeoise mélangée, à la fois sunnite et chiite. Après avoir assassiné 29 femmes, les assaillants avaient laissé une inscription sur un mur : « *C'est le sort que méritent toutes les prostituées* ». Selon des témoins, cette attaque avait été le fait d'une milice chiite. Si tel était le cas, ce serait la première fois depuis des années qu'une milice islamiste se livre à un attentat à Bagdad pour imposer son ordre moral.

Depuis juin 2014, on assiste à une augmentation du nombre d'arrestations arbitraires, d'enlèvements, etc., perpétrés au hasard par des milices chiites contre des sunnites, pour le seul crime d'avoir un état civil qui les identifie comme sunnites sur leurs papiers d'identité.

L'ONG Human Rights Watch a rapporté en septembre un exemple qui illustre bien cette montée du sectarisme. La ville de Latifiya, à 48 kilomètres au sud de Bagdad, comporte une population à majorité sunnite mais également une importante minorité chiite. Comme elle occupe une position stratégique à la charnière entre quatre provinces sur la route de Bagdad, et bien que l'EI n'eût pas de présence dans les environs, des milices chiites prirent le contrôle de la ville dès avant les premiers bombardements occidentaux contre l'EI. Selon Human Rights Watch : « *Les milices, avec la police fédérale et l'infâme dix-septième division de l'armée irakienne, ont enlevé et assassiné des dizaines d'habitants de Latifiya... Depuis début juin 2014, les milices ont détruit des quartiers avec des bulldozers et des explosifs... Bien que la ville ne se trouve pas dans la zone de combats, elles ont attaqué les maisons de nombreux habitants sunnites... Le 11 juin, des miliciens ont enlevé 137 hommes sur le marché Um Weilha de Latifiya... La police a retrouvé les cadavres de 30 d'entre eux, mais on ne sait rien des autres.* »

Ces exactions ont poussé les trois quarts de la population de Latifiya, forte de 200 000 habitants, à prendre la fuite ! Parmi les principales milices chiites actives à Latifiya, il y avait la Ligue des justes. Ses combattants, qui pouvaient facilement

être pris pour des combattants de l'EI, du fait de leur uniforme noir et du masque qui recouvre leur visage, ont acquis une terrible réputation après avoir enlevé et assassiné des habitants sunnites dans différentes villes du nord du pays.

VERS LA CATASTROPHE ?

L'autorité du gouvernement de Bagdad s'est quasiment effondrée dans de nombreuses parties du pays, et des milices religieuses rivales cherchent à se tailler leur propre part du pouvoir politique en imposant leur loi à la population.

La chute vers le chaos qui se dessine en Irak et se poursuit en Syrie menace à présent d'autres pays voisins, comme la Jordanie et le Liban. L'afflux de réfugiés de Syrie et d'Irak pèse sur les ressources de ces pays, et les conditions matérielles dégradantes dans lesquelles ces réfugiés doivent survivre ne font que créer un réservoir de recrues potentielles pour les milices islamistes sunnites. En même temps, la politique expansionniste de l'EI se traduit par un début d'offensive en direction de ces pays, soit directement, à travers leur frontière avec la Syrie, soit indirectement, par l'intermédiaire de groupes locaux qui soutiennent ses objectifs politiques.

Au Liban, par exemple, des unités de l'EI qui se seraient infiltrées dans le nord du pays, venant de Syrie, auraient recruté de nouvelles forces parmi les deux millions de réfugiés syriens qui y sont parqués. Il y a eu des affrontements répétés entre troupes sunnites infiltrées de Syrie et combattants chiites du Hezbollah qui s'opposent à leur avancée vers la plaine de la Bekaa. À Tripoli, deuxième ville du Liban, située au nord du pays, les partisans locaux de l'EI relèvent la tête. Le 23 octobre, d'après Al Jazeera, cette ville a été le théâtre d'une explosion de violence : « *Après qu'une patrouille de l'armée eut été attaquée près du marché, l'armée libanaise a lancé des raids en ville, fouillant les maisons d'individus soupçonnés d'avoir des liens avec l'EI. D'après les déclarations de l'armée, 162 suspects armés ont été arrêtés depuis le début des affrontements. Au moins 42 personnes, dont 11 soldats, ont été tuées, et environ 150 blessées.* »

De son côté, la Libye donne un avant-goût de ce que pourraient être les conséquences de l'intervention impérialiste actuelle pour l'Irak, la Syrie et peut-être d'autres pays voisins. Car les bombardements de 2011 contre la Libye n'auront finalement réussi qu'à faire éclater le pays en une multitude de fiefs, dont chacun est dominé par une milice locale qui ne reconnaît aucune autre autorité.

Sur le papier, la Libye possède toujours un Parlement élu et un gouvernement central. Mais les ministres sont régulièrement enlevés, voire

exécutés par les milices quand ils osent montrer la moindre velléité de fermeté. La faillite de l'État libyen a atteint un degré tel qu'en septembre dernier, son Parlement a été contraint de fuir la capitale Tripoli et de se réunir sur un navire au large de la petite ville de Tobrouk, à l'est du pays. Quant à la population, qui montra son courage en 2011 en affrontant la dictature dans la rue, elle est maintenant prise en otage par ces milices réactionnaires qui doivent leur fortune politique aux bombardements occidentaux !

Ces milices ont par ailleurs contribué à la déstabilisation des pays africains voisins, jusqu'au Niger et à la République centrafricaine ! Et il n'est pas exclu, à en juger par des déclarations récentes, que certaines d'entre elles s'allient à l'EI.

Partant d'un simple constat des faits – à savoir que l'avancée de l'EI n'a pas été arrêtée par l'intervention occidentale – des voix s'élèvent au sein des cercles dirigeants, tant politiques que militaires, des puissances impérialistes pour affirmer que les bombardements actuels ne pourront pas arrêter l'avancée de l'EI. Certaines d'entre elles vont plus loin, ajoutant que la seule solution pour l'impérialisme serait une invasion de l'Irak et de la Syrie. De fait, ces voix ne font que dire ce qui est : l'avancée de l'EI n'a pas été arrêtée.

Mais ce qu'aucun de ces individus n'ose dire aujourd'hui, c'est que chacune des bombes qui tombent sur l'Irak et la Syrie apporte des recrues nouvelles à l'EI et aux autres milices islamistes. Si l'EI peut recruter de jeunes combattants jusque dans les centres urbains de France ou de Grande-Bretagne, en se présentant comme un ennemi déterminé de ces puissances impérialistes qui ont pillé le Moyen-Orient depuis si longtemps, il est évident qu'il peut le faire encore plus facilement sur le terrain face à une agression impérialiste, quelle qu'en soit l'échelle.

C'est pourquoi, dans l'intérêt des populations de la région, il faut mettre un terme à toute intervention militaire occidentale au Moyen-Orient, sous quelque forme que ce soit. Le terrorisme d'État des puissances impérialistes a déjà causé bien assez de dommages. Et dire, comme le font certains, que les puissances impérialistes pourraient, voire devraient, « réparer » les dommages qu'elles ont causés dans le passé et restaurer une espèce de normalité pour la population, revient, dans le meilleur des cas, à se bercer d'illusions, et dans le pire, à mentir de façon éhontée.

En tant que système dont le rôle est de protéger le pillage du Moyen-Orient par les trusts des pays les plus riches, l'impérialisme ne peut qu'opprimer les populations de la région – mais jamais défendre leurs intérêts.

Novembre 2014

France

Dieudonné et Soral, ces deux figures de l'extrême droite

Après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, Dieudonné a lâché une petite phrase ambiguë dont il savait qu'elle ferait polémique, dût-elle l'amener au tribunal : « *Je me sens Charlie Coulibaly* ». Son tweet mêle le nom du journal victime de la tuerie et celui du complice des assassins de *Charlie*, tueur de Juifs pour sa part. C'est absurde. Mais le « comique » Dieudonné fait ainsi mine d'être touché par le meurtre d'autres humoristes, ses confrères donc. En même temps, il prend ses distances avec ceux qui disaient : « *Je suis Charlie* ». Enfin, dans la même expression, il se montre proche d'un jeune Noir de banlieue, mort l'arme au poing après avoir commis un attentat antisémite. Bien des jeunes des quartiers populaires ont pu se reconnaître dans l'ambivalence que peut exprimer la petite phrase de Dieudonné. Et sa mise en accusation pour apologie de terrorisme lui donne de l'écho.

Déjà en décembre 2013, un sketch odieux de Dieudonné avait beaucoup choqué, dans son registre habituel, un humour allusif, surtout antisémite. Il disait à propos du journaliste de France Inter Patrick Cohen : « *Tu vois, lui, si le vent tourne, je ne suis pas sûr qu'il ait le temps de faire sa valise* », puis : « *Moi, tu vois, quand je l'entends parler, Patrick Cohen, j'me dis, tu vois, les chambres à gaz... Dommage.* » Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, avait fait interdire plusieurs de ses spectacles, début 2014. Dieudonné s'était alors présenté comme persécuté par le pouvoir, expliquant qu'il n'était pas libre de s'exprimer. Depuis octobre 2014, Dieudonné appuie Alain Soral dans sa tentative de lancer un parti, Réconciliation nationale. Si le parti est peu connu, les inepties de ses promoteurs le sont bien plus, principalement par le biais d'Internet, et elles influencent une partie des milieux populaires. Cela fait plus de dix ans que Dieudonné et Soral forment un duo, qui a de quoi surprendre. Ils incarnent une variété un peu inhabituelle de l'extrême droite, qui cherche à s'adresser aux jeunes de banlieue et prétend incarner la « gauche du travail ». De plus ils ne sont pas perçus par tous ceux qui les suivent comme un courant politique, ni comme d'extrême droite, terme que d'ailleurs ils récusent.

La démarche de ces deux personnages comporte une part de provocation et une part de promotion à but lucratif. Mais ce sont des militants politiques. Il faut bien s'opposer au fatras idéologique qu'ils véhiculent et il n'est pas inutile pour cela de connaître leur parcours passé, leurs liens, pour estimer le danger qu'ils peuvent représenter.

DE LA GAUCHE À L'EXTRÊME DROITE

Alain Soral, né en 1958 dans un milieu bourgeois catholique, fut à l'en croire très tôt « *patriote* ». Si ses premiers livres (comme *Sociologie du dragueur*) étaient peu politiques, on y trouve, dans les années 1990 déjà, des idées réactionnaires, contre ce qu'il appelait la « *féminisation de la société* ». Beau parleur, Soral, qui passait dans des émissions télévisées, revendique avoir adhéré au PCF de 1990 à 1997. En mai 1993, il cosigne l'appel intitulé « *Vers un front national* ». Ce texte, constatant la « *destruction précipitée de la vieille gauche* », proposait « *une politique autoritaire de redressement du pays* », rassemblant « *les gens de l'esprit contre les gens des choses, la civilisation contre la marchandise – et la grandeur des nations contre la balkanisation du monde [...] sous les ordres de Wall Street, du sionisme international, de la Bourse de Francfort et des nains de Tokyo* ». Il appelait alors à la constitution d'un « front » regroupant « *Pasqua, Chevènement, les communistes et les ultranationalistes* », pour « *un violent sursaut de nationalisme, industriel et culturel* ».

Plus tard, tout en se disant « marxiste » et « léniniste », Soral s'attaquait, sous prétexte de lutte contre le communautarisme, à ce qu'il appelait les « *culpabilisations victimaires* » (tout rappel de l'esclavage des Noirs et du génocide juif). Il distillait donc le racisme et l'antisémitisme et voulait un regroupement nationaliste, avec des accents sociaux. Puis, dès 2002, il s'est tourné vers le vote Le Pen.

Né en 1966, l'humoriste Dieudonné M'bala M'bala, connu sous son prénom qui est son nom de scène, était au départ aux antipodes de tout cela. Il a connu le succès jeune, en duo avec Élie Semoun, issu des mêmes lycées du sud de

la banlieue parisienne. Dans les années 1990 le grand Noir et le petit Juif se moquaient dans leurs sketches de tous les racismes et aussi, assez souvent, des patrons et des chefs. Dieudonné se déclarait hostile à tout nationalisme. Il a continué sa carrière en solo, attaquant entre autres l'intégrisme et même plus généralement les religions, toutes les religions. Parallèlement, il s'est présenté en 1997 aux élections législatives à Dreux, puis en 1998 aux régionales dans le Centre, surtout disait-il pour contrer le FN, dont les succès et les propos l'inquiétaient. Ayant lancé un petit parti qui se disait de gauche, les Utopistes, il semblait proche de la mouvance écologiste et avait le soutien de Noël Mamère.

C'est en 2003 qu'il a affiché publiquement une tout autre évolution, d'abord lors d'une émission de télévision, avec un sketch qui a fait scandale : déguisé en rabbin ultra-orthodoxe, il faisait le salut nazi en criant « *Isra-heil* ». Il commençait aussi à se poser en défenseur des Noirs, se disant parfois descendant d'esclaves, bien qu'il soit en fait de père camerounais et de mère bretonne.

Mais dès l'année suivante, il s'est surtout rapproché d'Alain Soral, reprenant de plus en plus les thèses de celui-ci, tout en l'aidant à s'adresser à la jeunesse des quartiers populaires, en particulier à celle issue de milieux africains, antillais et maghrébins. Depuis, les deux hommes sont restés liés et défendent en gros les mêmes positions politiques, mais une partie du grand public ignore tout de Soral.

UN TANDEM D'EXTRÊME DROITE ET ANTISÉMITES

Lors des élections européennes de 2004, Dieudonné s'engage sur la liste Euro-Palestine en Île-de-France. Curieusement focalisée sur la question israélo-palestinienne dans une élection qui n'a rien à voir, elle est dirigée par des militants pro-palestiniens issus de l'extrême gauche. Alain Soral soutient cette liste et, par la suite, c'est sur une base de plus en plus ouvertement antisémite que tous les deux s'éloignent d'Euro-Palestine. À l'automne 2004, ils sont ensemble à une émission de télé lors de laquelle Soral parle ainsi des Juifs : « *Ce n'est pas toujours la faute aux autres ! Si personne ne peut les blâmer partout où ils mettent les pieds, depuis 2500 ans, il doit bien y avoir une raison.* » L'antisémitisme viscéral dont il fait preuve avec Dieudonné et la manière démagogique qu'ils ont d'encourager les pires préjugés apparaissent là ouvertement.

Soral n'a pas tardé à rejoindre le FN, puis son comité central, parrainé par Jean-Marie Le Pen, pour lequel il a écrit certains textes. Soral prétend avoir insufflé au parti d'extrême droite



L'affiche électorale de la liste « Antisioniste » de juin 2009 : Dieudonné et Soral avec Yahia Gouasmi, militant islamiste pro-iranien, et un rabbin anti-israélien destiné à servir de caution à cette liste antisémite.

son tournant vers les banlieues. Au cours de l'été 2006, le duo Soral-Dieudonné se rend au Liban en guerre contre Israël, dans un voyage passant par la Syrie, organisé par Frédéric Chatillon. Cet ancien de l'organisation d'extrême droite GUD, proche du dictateur syrien Bachar el-Assad, dirige une société qui assure une grande partie de la logistique du Front national et a été mis en examen récemment pour un système de surfacturation.

À partir de novembre 2006, Dieudonné apparaît aussi comme soutenant à moitié la candidature de Le Pen pour la présidentielle de 2007. Il l'a côtoyé, a dit du bien de lui, mais officiellement il a appelé à voter Bové et non Le Pen... avant de soutenir un candidat FN aux législatives le mois suivant. En retour, Le Pen finance Dieudonné en lui louant son théâtre pour une réunion, amène du monde à ses spectacles et devient en 2008 le parrain de sa fille, baptisée par un curé catholique intégriste. En 2007, Le Pen a également conseillé Soral, quand il a créé son association avec le soutien de Dieudonné et en collaboration avec plusieurs membres du FN. En 2009, Soral a quitté le FN, qui ne l'avait pas présenté comme il l'aurait souhaité aux élections européennes. Dieudonné et lui ont alors animé dans cette campagne en Île-de-France une liste dite Antisioniste avec un

militant islamiste inféodé à Ahmadinejad, le président iranien. En 2013, ils ont soutenu les manifestations anti-mariage homosexuel (Dieudonné qualifiait le projet de loi de « *projet sioniste qui vise à diviser les gens* » !). Puis, le 26 janvier 2014, ils ont appelé à la manifestation du Jour de colère qui a réuni toute l'extrême droite.

Les deux compères ont choisi d'arborer l'étendard de « l'antisionisme », manière en réalité de fédérer derrière un antisémitisme à peine voilé. Il s'agit pour eux à la fois de se protéger juridiquement, puisque l'antisémitisme, comme le racisme en général, tombe sous le coup de la loi, et de semer le doute, de garder une audience y compris auprès de milieux qui se considèrent comme antiracistes.

ÉCHECS ÉLECTORAUX ET PARTISANS, SUCCÈS SUR INTERNET

Mais autant Soral et Dieudonné ont un certain succès médiatique, autant le duo, ensemble ou séparément, n'a enchaîné jusqu'à maintenant que des échecs sur le plan électoral. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé.

Déjà en 2002, puis en 2007, Dieudonné a envisagé de se présenter à l'élection présidentielle, mais il n'a pu réunir les 500 signatures de maires requises, loin de là, semble-t-il.

Aux élections régionales de 2004, la liste Euro-Palestine sur laquelle il figurait n'a réuni que 1,83 % des suffrages (malgré des pointes autour de 20 % dans certains bureaux de vote populaires).

Pour l'élection présidentielle de 2007, Soral a soutenu la candidature Le Pen. Mais cette année-là le Front national a connu un recul, concurrencé sur son terrain par Sarkozy.

En 2009, aux élections européennes, leur liste Antisioniste ne récolta que 1,3 % des voix sur l'ensemble de l'Île-de-France et n'a guère fait événement.

Sur le plan militant, Soral avait donc lancé en juin 2007 une association : Égalité et Réconciliation, avec Dieudonné en soutien très proche, quoique officiellement extérieur. C'est principalement sous ce label qu'ils apparaissent politiquement et s'expriment sur Internet. Le site de cette association joue un rôle fédérateur pour une nébuleuse de sites et de personnages proches d'eux. Parallèlement, le site de Dieudonné, consacré surtout au personnage du comique, à ses spectacles et à son folklore malsain, apparaît moins ouvertement politique mais il reprend la formule de vidéos sur des sujets d'actualité, tout à fait dans le même style, sur les mêmes thèmes et avec les mêmes idées de fond que celles de Soral.

Celui-ci présentait Égalité et Réconciliation comme « *nationaliste de gauche* », se proposant de « *créer l'union sacrée de la gauche patriote et de la droite anti-financière, afin d'atteindre le pourcentage électoral qui permettra au peuple de France de reprendre le pouvoir par les urnes et le contrôle de son destin* ». C'était une association très politique, mais à leurs yeux pas un parti, puisque ne se présentant pas aux élections. Elle visait à rassembler des adhérents, sans doute pour vérifier s'ils avaient la ressource humaine avant de lancer un véritable parti. Ils ont fédéré un certain nombre d'électeurs libres de l'extrême droite, dont des anciens du GUD ou de la mouvance skinhead. En même temps leurs personnalités « atypiques », en particulier celle de Dieudonné, permettaient de rayonner parmi certains associatifs noirs ou maghrébins d'origine, prétendant représenter la banlieue ou « les quartiers ». Mais la plupart se sont contentés d'être proches sans adhérer, avant, dans bien des cas, de se fâcher ou de s'éloigner, les ego des uns et des autres se froissant facilement. Leur association, si elle ne s'est jamais prévalu de plus de quelques centaines de membres, organisait des réunions publiques à travers le pays, y compris une sorte de fête annuelle. Il y a eu une mouvance de quelques dizaines de personnes qui a pu les aider, par exemple, à faire le coup de poing sur un marché parisien en 2009 ou, plus récemment, qui a défilé en chantant la Marseillaise à Paris au sein des manifestations de protestation lors des attaques israéliennes contre Gaza à l'été 2014.

Comme tout le monde, Dieudonné et Soral ont constaté l'écroulement du PS lors des dernières consultations électorales et le peu de succès relatif de l'UMP. A contrario, les scores du FN semblent montrer que les courants réactionnaires ont le vent en poupe. En même temps, Soral et ses amis sentent qu'une partie de l'extrême droite est déçue par la « *dédiabolisation* » du FN entreprise par Marine Le Pen. Leur créneau, c'est l'extrême droite qui ne dit pas son nom, plus ouvertement antisémite, homophobe, sexiste, mais ouverte aux Noirs, aux Arabes et aux musulmans, et qui se veut sociale, de gauche par certains aspects. Ils appellent cela la « *réconciliation* », terme utilisé à la fois pour leur association et pour le parti qu'ils essayent de lancer (Réconciliation nationale). Ce parti ambitionne de présenter des candidats à l'occasion des élections locales à venir (départementales et régionales) et d'y percer, en vue sûrement soit d'avoir un candidat à la présidentielle de 2017... soit de négocier un retour vers le FN à cette occasion. Mais pour l'instant, leur tentative de parti semble n'avoir que très peu d'écho.

Par contre, l'affluence aux spectacles de

Dieudonné, qui se produit dans des grandes salles de province, se chiffre, elle, par milliers de spectateurs. Une partie du public dit ne venir que pour rire ou par curiosité, sans spécialement partager les thèses de Dieudonné. Quant aux vidéos sur Internet, elles sont visualisées des dizaines et parfois des centaines de milliers de fois. Cela leur rapporte aussi de l'argent, par le biais de la publicité. Si l'importance numérique de leur public ne signifie pas adhésion profonde aux idées et aux préjugés véhiculés, leur discours finit par déteindre.

UNE PROPAGANDE CONFUSE

Dieudonné et Soral diffusent les idées réactionnaires dans différents milieux, en particulier dans des milieux populaires. Ils se targuent de parvenir, grâce à Internet, à s'affranchir de la censure dont ils auraient fait l'objet de la part des médias classiques, la télévision en particulier. On y trouve d'une part leur propre propagande, d'autre part des liens qui dirigent vers tout un tas d'autres sites et « penseurs » plus ou moins folkloriques, par exemple un cheikh islamiste qui diffuse des pseudo-analyses géopolitiques depuis la Malaisie, ou un propagateur de thèses complotistes à propos du 11 septembre 2001, ancien catholique traditionaliste, puis libre-penseur, lié aujourd'hui au Hezbollah libanais.

Il n'empêche que Dieudonné a encore dans une certaine mesure une image d'antiraciste, il fait d'ailleurs des efforts pour la garder. Évoquant l'élection présidentielle de 2017, il feint même d'être toujours inquiet de la progression du FN : « ... si on peut prendre un peu à Marine Le Pen, parce que c'est vrai que ça commence à être inquiétant ».

Le duo se partage en fait les rôles. Dieudonné a de très loin l'audience la plus large ; en plus de ses spectacles il diffuse ses sketches en ligne. Il joue sur l'ambiguïté, la provocation (comme en témoigne le titre de son dernier spectacle, *La bête immonde*), et invoque sans cesse l'excuse de l'humour, du second degré. Censé être l'intellectuel, Soral intervient en particulier par des vidéos d'explications très regardées, qui mêlent exposé et extraits de reportages pour l'appuyer. Il écrit sur les mêmes sujets (*Comprendre l'Empire*, 2011).

L'un comme l'autre ne cessent de s'en prendre à Israël, au « lobby juif », au « communautarisme sioniste ». Ils se disent « anti-système », expression classique de l'extrême droite pour paraître radicale. Mais de quel système s'agit-il ? Ils dénoncent le capitalisme, tout en évitant d'attaquer réellement son organisation économique et en ne proposant jamais une autre économie. Ils font mine de dénoncer les différences de classes, de

s'en prendre aux riches, mais en les rebaptisant « oligarchie » ou « ploutocratie ». Ils reprennent ainsi les termes codés de l'extrême droite, derrière lesquels il faut comprendre un petit groupe occulte, les francs-maçons, les Juifs... avec, tout au centre, une élite d'initiés très secrets, et pas les capitalistes en tant que tels. D'autant qu'il n'est pas question de lutte de classe, mais de réaliser « l'union de la base du pays véritable ». Le pays véritable, c'est, si on comprend, le pays débarrassé de « l'oligarchie mondialiste », de ses serviteurs des médias et aussi des « idiots utiles » que seraient les communistes athées et autres internationalistes. Les nations sont d'après Soral la seule échelle à laquelle les individus pourraient trouver protection, s'opposer vraiment à « l'Empire ».

Cet empire menaçant la France est, suivant les moments, « l'Empire américano-sioniste » « anglo-saxon » ou « mondialiste ». Ledit empire aurait trois centres, les États-Unis, le Royaume-Uni et Israël, le petit État d'Israël avec à peine huit millions d'habitants étant souvent, à l'encontre de toute vraisemblance, présenté comme l'élément dirigeant. Soral et ses émules prétendent qu'à travers cet empire une oligarchie plus ou moins secrète tenterait d'établir un « nouvel ordre mondial », dont l'élément essentiel serait une « gouvernance mondiale ». Ils encouragent toutes les thèses complotistes. En se gardant d'en appuyer précisément une, ils reprennent ce que beaucoup d'entre elles ont en commun. Soral laisse à d'autres le soin d'expliquer que les maîtres secrets du monde sont les Illuminati (groupe franc-maçon de Bavière du dix-huitième siècle, disparu de longue date) ou des sectes issues de la Mésopotamie antique, voire des « reptiliens » extraterrestres. Il ne dit pas que c'est faux, il explique seulement que préciser des choses trop farfelues donnerait des armes à ses adversaires... tout en orientant ceux qui le suivent vers des sites qui expliquent, par exemple, qu'on retrouve les triangles des « maçons » cachés partout, depuis les billets d'un dollar jusqu'aux plans des grandes villes.

Face à « l'Empire », au « système », Soral, Dieudonné et compagnie prétendent former une « dissidence » qui essaime, avec des « métamédias », faisant de la « métapolitique ». « Meta » signifie au-delà, au-dessus, en dehors de la politique traditionnelle, et il s'agirait, au lieu de s'occuper d'élections, de véhiculer une conception du monde pour qu'elle finisse par s'imposer. Ils cherchent à rayonner par tout un tas de moyens, y compris la vente de produits dérivés, des t-shirts aux livres en passant par les produits du terroir, flattant le bio et la décroissance au passage. La compagne de Dieudonné, Noémie Montagne,

a déposé les marques Quenel et Quenel+ qui vendent un tas d'objets. Soral, lui, commercialise même des stages dits survivalistes, pour former les participants à une éventuelle ère post-guerre nucléaire. Les méthodes novatrices d'Internet ne l'empêchent pas de recourir aux vieilles recettes du business attrape-gogos comme aux livres les plus rances. Il réédite entre autres le classique antisémite *La France juive* d'Édouard Drumont (1886). Après la défaite contre la Prusse en 1871, l'extrême droite française s'était particulièrement appuyée sur l'antisémitisme pour mieux promouvoir un nationalisme à caractère quasiment raciste. Les Juifs, en partie venus de l'Est, étaient accusés d'être des cosmopolites sans racines et traîtres par nature à la patrie. Soral publie aussi des ouvrages qui nient la réalité du génocide juif, quand Dieudonné s'est affiché à plusieurs reprises avec Robert Faurisson, qui nie l'existence des chambres à gaz, l'invitant sur scène et le soutenant au tribunal.

Ainsi Soral, Dieudonné et leurs partisans diffusent des idées composites et confuses, mais avec une certaine constance et une orientation toujours réactionnaire, ultra-nationaliste, raciste. Ils s'adressent aux milieux issus de l'immigration, en leur disant qu'ils sont les premiers à avoir intérêt à s'opposer à l'immigration. Ils flattent les musulmans, en même temps que les catholiques, tous devant être unis pour la France, contre les Juifs, les francs-maçons, les homosexuels et les féministes... et accessoirement contre ceux qu'ils qualifient de « *talmudo-trotskyistes* », une



Les effusions de Dieudonné et Le Pen au rassemblement "Bleu-Blanc-Rouge" au Bourget en 2006.

expression qui rappelle à la fois celle des nazis contre les « *judéo-bolcheviques* » et celle des stalinien qui attaquaient les « *hitléro-trotskyistes* ».

Le tandem Soral-Dieudonné, surtout grâce à la personnalité populaire de l'humoriste, a joué jusqu'à maintenant un rôle de rabatteur vers l'extrême droite plus classique, vers le Front national en particulier. Plusieurs sites régionaux de leur association affichent d'ailleurs trois portraits en galerie : Dieudonné, Soral et Jean-Marie Le Pen.

L'extrême droite a souvent cultivé la confusion, en particulier les groupes fascistes qui cherchent à avoir une importante base populaire. Le parti nazi, par exemple, bien qu'étant avant tout une machine de guerre contre le mouvement ouvrier, se prétendait socialiste et ouvrier. Il faisait même figurer ces deux mots dans son nom. Et ce mélange délibéré des genres, on le retrouve dans le Front national actuel, dont le discours se veut social.

UN POISON POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Démagogues se nourrissant de la montée des sentiments et préjugés réactionnaires, Dieudonné et ses partisans y ajoutent une touche particulièrement confuse, puisque certains les croient... d'extrême gauche.

Le créneau qu'ils visent inspire aussi d'autres à l'extrême droite qui pensent avoir une carte à jouer du côté des jeunes issus de l'immigration. Le nombre de ces jeunes dans un pays comme la France oblige d'ailleurs l'extrême droite réaliste à s'adresser à eux. Être issu de l'immigration n'a jamais vacciné contre les idées réactionnaires, à commencer par le racisme. Mais le pas à franchir n'est pas évident quand il s'agit de se tourner vers des mouvements politiques qui désignent ou ont longtemps désigné les immigrés comme responsables de tous les maux.

Il reste que, si certains adeptes de la droite la plus réactionnaire ne peuvent s'empêcher d'être islamophobes au premier degré et viscéralement racistes envers tous ceux qui ne sont pas blancs, d'autres font au contraire le choix de s'adresser aussi aux musulmans, aux Noirs, aux Beurs. Ils tiennent en gros le langage suivant en direction de ces jeunes, ou moins jeunes : « *Depuis trente ans on vous a menti avec cette fiction de la France de gauche black-blanc-beur, il ne vous reste qu'une chose à quoi vous raccrocher : la nation, la patrie.* » Le Front national avait commencé à le faire même à l'époque où ses affiches dénonçaient l'immigration en la représentant par des minarets pour inquiéter et séduire les électeurs hostiles aux musulmans. Mais alors c'était avec juste quelques candidats maghrébins ou noirs sur ses listes, destinés à servir d'alibi antiraciste, alibi d'ailleurs

peu crédible. Aujourd'hui, le FN se garde de telles affiches, de même qu'il se garde de s'en prendre ouvertement aux homosexuels ou aux Juifs, à tel point que *Le Monde* a pu titrer un article « *Le Front national pour tous* ». En réalité, le FN oscille sans arrêt entre deux attitudes, entre plusieurs publics et les déclarations provocatrices du père Le Pen, qui reste président d'honneur du parti, l'aident à ne pas perdre sa base de départ.

Dieudonné et Soral dénoncent le ralliement au « système » et au « sionisme » du FN, mais se réfèrent toujours à ce parti et en rapprochent leur public. Ils font, eux, le choix de courtiser les milieux musulmans, d'origine arabe, africaine ou antillaise, sur la base de préjugés antisémites. Ils approuvent le tournant du FN vers les quartiers populaires, mais critiquent son rapprochement avec Israël et certains milieux juifs. C'est pour cela qu'on peut imaginer que, s'ils avaient un succès organisationnel, militant, ils draineraient peut-être plus des gens qui pourraient s'engager dans des actions violentes. Pour l'instant ce qui ressort, c'est leur goût du *business*, leurs ego démesurés. Cela leur suffit peut-être. Mais de toute façon ce qu'ils colportent est nuisible. Autant ils se nourrissent de l'affaiblissement du mouvement ouvrier politique, autant tout ce qu'ils véhiculent comme idées, références et gestes contribue à effacer, à affaiblir la conscience de classe de ceux qui les écoutent parmi les travailleurs.

L'affaire de la « quenelle » dans la CGT en est symptomatique. Début 2014, trois responsables de la CGT d'Air France, dont son porte-parole national, se faisaient photographier avec quelques travailleurs devant une entreprise en grève de l'aéroport de Roissy. Tous hilares et faisant la quenelle, ce geste popularisé par Dieudonné qui se veut un genre de bras d'honneur, tout en imitant le salut nazi, en l'inversant. Cela a fait scandale et les militants impliqués ont tenté de le faire oublier, mais dans d'autres entreprises, dans d'autres régions, on a vu des « quenelles ». Les syndicalistes et les travailleurs qui, par manque de conscience, popularisent de telles attitudes, s'alignent sur leurs pires ennemis.

□ □ □

Depuis des années, Dieudonné valorise des préjugés parmi les plus vils et, par le biais de l'humour, tente de rapprocher une partie des milieux populaires des idées et des courants qui peuvent causer leur perte. Qu'il soit une cible de Valls n'en

fait pas moins un adversaire des travailleurs ! Cela ne se pose pas en termes de liberté d'expression. Pour ce qui est de la liberté d'expression, la classe ouvrière doit d'abord imposer la sienne. Quant aux propagateurs d'idées qui lui sont hostiles, comme les idées racistes, sous forme humoristique ou pas, elle doit se donner les moyens de les combattre.

L'idée de nation, c'est la confusion, et faire croire que les puissants sont les hommes d'État, des médias et seulement quelques financiers, revient à exonérer l'ensemble de la grande bourgeoisie et empêche de distinguer son rôle. En diffusant l'idée farfelue d'une conspiration secrète, Dieudonné et consorts gomment le rôle bien plus simple de toute la bourgeoisie capitaliste, qui ne cherche qu'à préserver et augmenter ses profits. Ils conduisent aussi ceux qui les écoutent à penser que les peuples sont en fait toujours manipulés, ne peuvent rien faire par leurs propres mouvements... et qu'il faut soutenir, au moins comme moindre mal, des dictateurs nationalistes. En cherchant à détourner la colère vers les boucs émissaires traditionnels de l'extrême droite, Juifs et francs-maçons, ils spéculent sur les pires préjugés, qui s'opposent à la conscience de classe.

La seule réponse porteuse d'avenir à la propagande malfaisante de toutes les extrêmes droites, à l'éventuelle renaissance de groupes militant autour de leurs idées brumeuses et réactionnaires, c'est le développement des idées communistes révolutionnaires. C'est un mouvement ouvrier politique combatif qui retrouve une large audience et soit à même d'entraîner toute une partie de la jeunesse. Avec des organisations rassemblant des travailleurs de toutes les origines et de toutes les teintes de peau, qui arrivent à développer et fédérer de vastes luttes de la classe ouvrière, par-delà les croyances religieuses et même les frontières. Même si nous en sommes encore loin, voilà ce qui aura de quoi enthousiasmer bien plus qu'une prétendue réconciliation nationale.

Que Soral et Dieudonné deviennent l'embryon d'un nouveau parti d'extrême droite ou qu'ils se réconcilient avec le Front national, qui reste leur référence, leur succès propagandiste révèle un recul. Pour les travailleurs, il est porteur de danger, de divisions et de confusion. Il est donc indispensable de démasquer et combattre ces personnages, comme les préjugés sur lesquels ils s'appuient.

15 février 2015

États-Unis Californie : l'eau plus précieuse que l'or

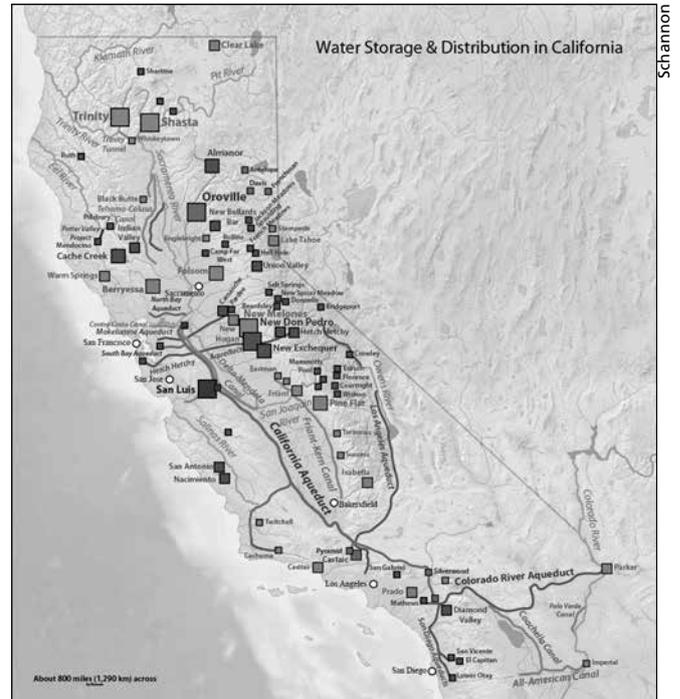
Nous publions ci-dessous la traduction d'un article paru dans Class Struggle n° 84 (novembre-décembre 2014), magazine trimestriel édité par l'organisation trotskyste américaine, The Spark.

En novembre dernier, les électeurs californiens ont largement approuvé le lancement d'un emprunt obligataire de 7,1 milliards de dollars pour financer un projet dans le domaine de l'eau. Cet emprunt obligataire était réclamé à la fois par les Démocrates et par les Républicains, ainsi que par les milieux d'affaires, et il était soutenu par plusieurs syndicats et une poignée de groupes écologistes.

Pour obtenir le soutien des électeurs, les Démocrates et les Républicains avaient inséré dans le projet d'emprunt quelques subsides concernant l'eau potable et l'assainissement des eaux contaminées. Mais la plupart des fonds iront à la construction de nouveaux barrages et réservoirs. Ce qui sera construit n'était pas précisé dans le projet présenté aux électeurs. Cette décision sera, comme par hasard, prise derrière des portes closes par un comité nommé par le gouverneur démocrate Jerry Brown. C'est évidemment un moyen de cacher quels intérêts seront servis par ces barrages et ces réservoirs payés par les contribuables.

La Californie possède déjà l'infrastructure la plus développée au monde pour la collecte et la fourniture de l'eau : 1 400 barrages, des milliers de kilomètres d'aqueducs et des pompes si puissantes qu'elles puisent l'eau pour lui faire franchir 1 000 mètres de dénivelé par dessus les monts Tehachapi. Ce système consomme 5 % de toute l'électricité de l'État. Presque toutes les rivières de l'État, petites et grandes, comportent au moins un barrage. Pourtant, en dépit de cette réorganisation gigantesque de la nature, davantage de barrages, de canaux, de tunnels et de réservoirs sont sur le point d'être construits.

Pourquoi construire plus ? La demande dépasse l'offre, dit-on. La population, en particulier dans les régions du sud qui reçoivent le moins de précipitations, continue d'augmenter, tandis que les réserves d'eau diminuent, surtout du fait de



Le système de stockage et de distribution de l'eau en Californie. Les carrés représentent les différentes infrastructures, qui peuvent être de gestion publique ou privée. On y trouve aussi les aqueducs et rivières évoqués dans l'article.

ce qui est censé être une très grave sécheresse, maintenant dans sa quatrième année.

Les deux arguments sont faux.

L'eau est-elle entièrement utilisée par les quelque 25 millions de personnes qui vivent dans la partie sud de l'État ? Grèvent-elles les maigres ressources en eau ? Le vilain petit secret est que l'utilisation personnelle de l'eau ne représente qu'une goutte dans l'océan. La consommation domestique compte pour moins de 8 % dans la consommation totale. C'est la quantité d'eau qu'utilisent les 38 millions d'habitants de l'État, dont beaucoup sont concentrées dans les grandes métropoles comme Los Angeles, la baie de San Francisco et San Diego. Le commerce, l'industrie et l'aménagement paysager dans l'État comptent encore pour 12 % de la consommation d'eau. Ensemble, cela ne fait que 20 % de toute l'eau. En réalité, il y a assez d'eau en Californie pour les besoins, au cours d'une année moyenne, de 318 millions de personnes, soit presque toute la population des États-Unis, y compris ses pelouses et ses lave-vaisselle.

Malgré l'accroissement continu de la population, d'environ 150 000 personnes par an en Californie du Sud, la consommation totale d'eau de la population et des entreprises a diminué d'au moins 20 % au cours des deux dernières décennies, probablement pour des raisons diverses, mais les réformes des normes de plomberie et autres dispositions de protection de base jouent un rôle important. Et cette baisse de la

consommation se poursuit.

Non, la demande ne vient pas de l'augmentation de la population, mais des grandes entreprises agricoles de Californie, qui utilisent déjà 80 % de l'eau. Une seule culture, celle des amandes, absorbe plus d'eau que les 38 millions d'habitants de l'État.

Le problème ne vient pas plus de la sécheresse. La Californie a historiquement connu des sécheresses périodiques, et certaines d'entre elles ont été très sévères. Non, la vraie question est de savoir qui prend l'eau et comment elle est utilisée.

Sécheresse ou pas, le climat de la Californie dans la moitié sud de l'État, où se concentre l'essentiel de la production agricole, a toujours été aride. Si l'agriculture se limitait à des cultures compatibles avec ce climat, il n'y aurait pas de pénurie d'eau et il n'y aurait pas besoin de construire de plus en plus d'infrastructures.

Mais en Californie, ce sont les grandes entreprises agricoles qui décident elles-mêmes ce qu'il faut produire et où le produire, et le gouvernement les soutient. Une grande partie de leur production agricole est concentrée dans les 700 kilomètres de la Central Valley et sur ses contreforts, où certaines zones reçoivent moins de précipitations que le Sahel. Pour pouvoir faire pousser la plupart de leurs cultures, elles ont besoin d'énormes quantités d'eau pour irriguer les champs. Ainsi, le gouvernement a conçu d'énormes projets d'infrastructure pour leur amener l'eau, et ne leur fait presque rien payer.

Tous les arguments avancés par les responsables publics et les médias ont un seul but : convaincre le public d'approuver des dépenses pour fournir encore plus d'eau aux grandes entreprises agricoles.

DES EMPIRES INDUSTRIELS

La Californie est la zone agricole la plus importante des États-Unis, produisant plus d'un tiers des légumes du pays et près des deux tiers de ses fruits et fruits à coques. La Californie est aussi le premier État pour la production laitière, elle a dépassé le Wisconsin en 1993. Et elle se classe parmi les cinq premiers États pour l'élevage de poulets et de bovins.

Cette production est réalisée dans de grandes exploitations d'agriculture industrielle. Pour le public, elles prétendent être de simples exploitations familiales. Mais certaines de ces entreprises détiennent un quasi-monopole sur les cultures clés. La société Paramount Farms, la plus grande compagnie agricole du pays, par exemple, domine la production d'amandes et de pistaches du monde entier. D'autres, organisées

en coopératives d'exploitants, comme Sunkist, Sun-Maid, Sun Sweet, Blue Diamond, contrôlent la transformation, la commercialisation et la distribution de leurs cultures. Elles sont gérées à partir de sièges d'entreprises situés dans des villes comme San Francisco, Los Angeles et New York et ont des bureaux partout dans le monde. Toutes ces entreprises sont liées de multiples façons à d'autres entreprises géantes, dans l'immobilier, la banque, le pétrole, les produits chimiques, à travers des directions imbriquées, des alliances, des holdings financiers. Les compagnies pétrolières sont également devenues de grands producteurs agricoles. Un gigantesque ranch de bétail bâti à la fin du 19^e siècle est à l'origine du conglomérat du pétrole et du gaz, Tenneco. Et tous sont liés à l'Université de Californie, dont les unités de recherche leur fournissent de nouvelles variétés de plantes, des machines agricoles, des pesticides, etc., aux frais des contribuables. En d'autres termes, la classe capitaliste américaine possède et contrôle la production agricole en Californie pour ses propres profits privés.

BARONS VOLEURS, FINANCIERS, PROPRIÉTAIRES DE MINES ET SPÉCULATEURS

En Californie, l'agriculture a toujours été l'affaire des grandes entreprises. Lorsque la Californie est devenue un État en 1850, c'était le début de l'âge des « barons voleurs ». En Nouvelle-Angleterre et dans le Midwest, l'agriculture de subsistance commençait tout juste à céder la place à une agriculture commerciale. Mais en Californie, les barons voleurs du chemin de fer, les financiers de San Francisco, les propriétaires de mines qui nageaient dans l'afflux des capitaux de la ruée vers l'or et l'argent, ont accaparé d'immenses étendues de terre où ils cultivaient le blé et élevaient du bétail.

Dans les premières années, la plupart des terres étaient encore entre les mains du gouvernement américain, qui a distribué 3,4 millions d'hectares aux « fermiers », en majorité de grands propriétaires terriens. Au début des années 1880, le gouvernement fédéral avait remis plus de 4,4 millions d'hectares, ou un dixième de toute la terre californienne, à la Central (devenue Southern) Pacific Railroad. Pour tirer profit de cette manne, la société a vendu une grande partie de cette terre en grosses parcelles, souvent à certains de ses principaux actionnaires du chemin de fer ou à des spéculateurs. Dans les années qui ont suivi, le chemin de fer a gagné encore plus d'argent à transporter les récoltes que faisaient pousser les barons voleurs sur ces terres. Au tournant du siècle, le transport de fruits était devenu tout aussi important dans l'activité de la

Southern Pacific que le transport des passagers.

Beaucoup de ces exploitations étaient pratiquement des domaines féodaux, qui mesuraient des dizaines, voire des centaines de milliers d'hectares. Les grands propriétaires terriens employaient des milliers de travailleurs migrants, en les maintenant dans un état de servitude et de pauvreté abjectes. Parfois, ils louaient leurs terres à de petits agriculteurs ou à d'autres grands propriétaires terriens. Le ranch de bétail Miller-Lux a été classé parmi les 200 entreprises les plus riches du pays. Les barons du blé ont introduit d'énormes charrues multisocs et des moissonneuses à vapeur pour travailler la terre. Ils ont produit pour la population croissante attirée par les ruées vers l'or et l'argent, puis pour les travailleurs qui construisaient les chemins de fer. Ils ont fait venir un grand nombre de travailleurs migrants d'Asie. Ils expédiaient les cultures excédentaires à travers un réseau ferré et maritime en pleine expansion qui aboutissait à Liverpool, en Angleterre. Le commerce du blé Californie-Liverpool a été une des causes principales de l'apparition des clippers, ces voiliers rapides de transport de marchandises. Après l'arrivée du chemin de fer transcontinental en 1869, les grands propriétaires terriens ont expédié des fruits vers l'est. Ils ont également transporté les fruits par bateau lorsqu'ils étaient en conserve ou séchés. À la fin des années 1870, les wagons frigorifiques leur ont ouvert tout un nouveau monde de ventes.

Dans les premières décennies, la plus grande partie de la production venait du nord de la Vallée Centrale de Californie, où l'eau était plus abondante. Mais l'accès à l'eau a toujours été une priorité absolue. Les barons terriens ont acquis autant de terrain que possible en bordure des ruisseaux et des rivières pour assurer suffisamment d'eau au bétail et une inondation périodique des vallées alluviales pour la culture de la luzerne et du foin, s'affrontant violemment les uns aux autres pour le contrôle de l'eau. Ils ont commencé à utiliser l'irrigation pour augmenter les récoltes sur leurs terres. Les spéculateurs et les grands propriétaires terriens se sont jetés également sur le marché de l'immobilier avec des opérations sur l'eau et les terres. Ils ont subdivisé et vendu une partie de leurs avoirs, et réalisé de gros profits dans la fourniture de barrages, de fossés, de récoltes et de droits sur l'eau.

Il en est parfois résulté des catastrophes. Par exemple, en 1901, la Société de développement du Colorado a creusé une brèche dans la rive du fleuve Colorado et construit un canal pour irriguer une partie de la Imperial Valley, près de la frontière mexicaine, où elle vendait des terres. Mais au cours d'une série d'inondations dans la

première moitié de 1905, le Colorado a débordé à l'endroit de la brèche. Il a quitté son lit et inondé la colonie agricole. E. H. Harriman, qui contrôlait les chemins de fer de l'Union Pacific et de la Southern Pacific, a fait venir une armée d'experts, d'ouvriers et du matériel, mais il leur a cependant fallu batailler encore plus de deux ans pour arrêter l'inondation et rétablir le fleuve dans son cours. Il factura ce travail à un prix extrêmement salé.

Au tournant du siècle, une autre méthode apparut pour capter plus d'eau pour l'irrigation : de nouvelles pompes puissantes, électriques et à essence. Les propriétaires fonciers ont commencé à « exploiter » les grandes nappes aquifères riches de grandes quantités d'eau souterraine et ont à nouveau étendu les cultures dans la Central Valley, créant d'abondantes nouvelles sources de richesse. Ensuite, une série de sécheresses de 1918 aux années 1920 a poussé les agriculteurs à surpomper intensément. Cela a considérablement abaissé la nappe phréatique, et rendu le coût du pompage prohibitif. Les gros agriculteurs ont profité de la crise pour consolider leurs avoirs. Par exemple, Joseph DiGiorgio, qui avait édifié un grand ranch dans la Central Valley après avoir fait fortune dans l'importation de bananes d'Amérique centrale, a racheté les terres de ses voisins quand leurs puits se sont asséchés. Il a ensuite creusé de nouveaux puits équipés de pompes à essence gigantesques. Ainsi équipé pour puiser l'eau que personne ne pouvait atteindre, DiGiorgio s'est bâti un fief personnel. Mais l'excès de pompage a également créé un désastre environnemental, le sol s'est affaissé en surface, resserrant et compactant des couches géologiques aquifères qui ne pourront jamais plus être remplies.

L'EAU ET L'ÉNERGIE

Pour capter encore plus d'eau pour leurs exploitations, les grands propriétaires terriens se sont tournés vers le gouvernement pour qu'il construise et finance des projets d'infrastructure massifs.

Le premier grand projet d'approvisionnement en eau du gouvernement a été conçu par la ville de Los Angeles lors du plus grand vol d'eau et de terres de l'histoire, raconté dans le film *Chinatown* (1974).

Los Angeles, avec son climat méditerranéen, est en fait plus sèche que Beyrouth. En 1905, un couple de spéculateurs, lié à la fois à la ville et au gouvernement fédéral, a élaboré un plan pour faire fortune rapidement en apportant une énorme quantité d'eau à la ville. Ils ont obtenu d'un service municipal, le Département de l'eau et de l'énergie, qu'il envoie des agents acheter secrètement les droits sur l'eau le long de la rivière Owens, à

plus de 300 kilomètres au nord. La rivière était alimentée par la fonte des neiges des montagnes de la Sierra Nevada et les terrains alentour étaient riches et luxuriants. Les agents de la ville ont dupé les éleveurs et les agriculteurs locaux, pour qu'ils renoncent à leurs droits sur l'eau, avec des promesses de gains futurs et des menaces sur ce qui se passerait s'ils ne signaient pas.

Les riches élites de Los Angeles, y compris les propriétaires du journal le *Los Angeles Times*, des chemins de fer, des banques, des compagnies de tramway et d'électricité, ont formé secrètement un syndicat qui a acheté la totalité de la Vallée de San Fernando, au nord de Los Angeles. Après l'annonce des projets de la ville pour amener l'eau de la rivière Owens, leurs propriétés ont atteint soudainement 40 fois leur prix d'achat. Pour conclure l'affaire, les fonctionnaires et le *Los Angeles Times* ont convaincu les électeurs d'accepter de payer un aqueduc très coûteux, au travers d'un désert inhospitalier, pour amener l'eau de la rivière Owens à Los Angeles, en affirmant que la ville était confrontée à une supposée « pénurie » d'eau.

En 1913, l'aqueduc de Los Angeles était ouvert. Mais pendant les vingt années suivantes, à peine une goutte de cette eau a atteint Los Angeles. Tout le discours sur une pénurie d'eau était un mensonge. Au lieu de cela, l'eau volée de la vallée de l'Owens et payée par les contribuables de la ville a été utilisée pour irriguer la vallée de San Fernando détenue par les monopoles. Cela les a enrichis, fabuleusement. Ils ont utilisé l'eau pour faire du désert une corne d'abondance agricole. Leur syndicat immobilier, le Los Angeles Suburban Homes, a utilisé sans relâche leurs bénéfices pour acquérir encore plus de terres. Ils ont créé le plus grand lotissement de banlieue du monde. Pour attirer les clients vers ces pavillons de banlieue vides, les promoteurs ont lancé des promotions dans tout le pays, alimentant la croissance de la population de toute la région. Les spéculateurs ont gagné encore plus d'argent dans la construction de chemins de fer et de tramways pour desservir ces banlieues. Et nombreux sont ceux qui ont également investi dans les terres agricoles. Peu de temps après que Los Angeles eut commencé à recevoir l'eau de la rivière Owens, certains de ces barons de la terre ont rassemblé le troisième plus grand empire foncier de l'histoire de l'État, le Tejon Ranch de 120 000 hectares, à cheval sur la frontière nord du comté de Los Angeles et le comté de Kern.

Pendant les douze années suivant l'ouverture de l'aqueduc, les fonctionnaires de Los Angeles ont tenté d'apaiser la colère des habitants de la vallée de l'Owens en ne prélevant l'eau qu'après

satisfaction des besoins des colons. Mais dans les années 1920, la ville a commencé à prélever plus d'eau et la colère des habitants de la vallée a grandi. Los Angeles a commencé à acheter la plupart des terres et des droits sur l'eau qu'elle ne détenait pas encore, afin de hâter le départ des résidents. Mais certains ne sont pas partis. Ils ont entamé une sorte de guérilla et dynamité l'aqueduc à plusieurs reprises. La ville a alors envoyé des gardes armés à 300 kilomètres de distance pour protéger l'aqueduc. Finalement, la ville a acheté les terres des derniers propriétaires de la vallée et a transformé celle-ci en un désert désolé, impropre à l'agriculture. (Pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement américain a trouvé une utilisation à la vallée de l'Owens. Il a choisi cette vallée désertique pour édifier le premier des dix camps de concentration de Japonais-Américains, le Centre de relocalisation de Manzanar).

Les spéculateurs immobiliers de Los Angeles ont utilisé abondamment l'eau de la vallée de l'Owens. Les promoteurs ont rempli la région de maisons individuelles avec pelouses et piscines pour les nantis. Ils ont tout irrigué : les jardins paysagers luxuriants, les terrains de golf, et même le gazon le long des rues. Ils ont créé une sorte de rêve, dans un total déni de la nature aride du climat.

Visant un développement gigantesque, en 1930, les magnats de l'immobilier ont poussé le Département de l'eau et de l'énergie à obtenir que l'électorat accepte de payer pour capter l'eau du lac Mono, plus loin au nord de la vallée de l'Owens. Une fois de plus, ils ont déclaré que Los Angeles affrontait une autre « pénurie d'eau ».

À tous les niveaux, fédéral, de l'État et municipal, le gouvernement a fourni l'eau aux barons voleurs, au détriment de la population de Los Angeles et de toutes les zones privées d'eau.

LE PARTAGE DES EAUX

À partir des années 1930, le gouvernement fédéral et celui de l'État se sont investis dans trois grands projets, dont la construction s'est poursuivie pendant 40 ans. Pour utiliser l'eau du fleuve Colorado, le gouvernement fédéral a construit un système qui s'appuyait sur le barrage Hoover. Achevé en 1936, le barrage Hoover a été le premier barrage en béton du monde et aussi le plus haut. Bien que le fleuve Colorado traverse sept États (Wyoming, Nevada, Utah, Colorado, Nouveau-Mexique, Arizona et Californie), ainsi que le Mexique, les barons de la terre et les promoteurs de Californie, qui étaient, de loin, les plus puissants, ont fait en sorte que presque toute l'eau leur revienne. Le gouvernement fédéral et celui de

l'État de Californie, dans une série de partenariats complexes, ont construit deux autres systèmes : le projet fédéral de Central Valley (CVP), commencé en 1933, et le projet pour l'eau de l'État de Californie (SWP), construit dans les années 1960 et qui est devenu le plus grand projet d'État pour l'eau du pays. Ensemble, ces deux projets constituent un réseau tentaculaire de barrages, de stations de pompage et de canaux qui envoient l'eau du nord à plus de 650 km au sud, vers les terres agricoles et, dans une moindre mesure, vers les villes. En 1972, la ville de Los Angeles a également construit un second aqueduc pour exploiter un vaste aquifère souterrain sous la vallée de l'Owens, créant ainsi les pires catastrophes environnementales dans la région.

Les grands projets fédéraux, le barrage Hoover et le CVP, ont servi de symboles pour le New Deal de Roosevelt et ses gigantesques projets d'infrastructure, dont le but proclamé était le développement du Sud-Ouest aride. Les petites exploitations familiales étaient censées s'épanouir avec l'arrivée de l'eau fédérale. Mais le véritable objectif de ces projets du gouvernement était d'enrichir l'agrobusiness, les grands propriétaires terriens et les spéculateurs fonciers.

Selon la loi fédérale, les principaux bénéficiaires de ces projets devaient aller aux petits propriétaires. Seules les exploitations de moins de 65 hectares étaient censées obtenir l'eau du gouvernement fédéral à des prix subventionnés très faibles. Les plus grandes devaient payer l'eau à plein tarif. La loi empêchait également les propriétaires non-résidents de bénéficier de l'eau subventionnée. Mais soit les représentants du gouvernement n'appliquaient pas ces restrictions, soit quand ils le faisaient, ils fermaient les yeux sur les astuces juridiques évidentes tels les partenariats et les montages fictifs, que les grands propriétaires fonciers utilisaient pour contourner les restrictions. En 1982, le gouvernement fédéral a décidé d'épargner aux grands propriétaires plusieurs de ces désagréments juridiques pour bénéficier de l'eau subventionnée, en relevant la limite officielle à 380 hectares et en supprimant les restrictions pour les propriétaires fonciers non-résidents.

Le prix de l'eau pour les grandes fermes était une minuscule fraction, 5 ou 10 %, de ce que payait la population des villes. Le gouvernement fédéral a reporté le coût sur les contribuables de tout le pays, tandis que le gouvernement de l'État et les organismes locaux ont augmenté les factures d'eau et les impôts fonciers des résidents des zones urbaines de la région. Pendant une vingtaine d'années, les villes du sud de la Californie ont payé pour de l'eau qu'elles n'utilisaient

pas, et envoyé l'eau vers les grandes exploitations, pratiquement gratuitement.

Lorsque ces grands barrages ont été construits, des représentants du gouvernement et des médias se sont extasiés sur l'électricité qui allait devenir si peu chère que les gens allaient pouvoir jeter leurs compteurs électriques. Mais lorsque l'électricité est arrivée sur la ligne, elle était chère. Une grande partie de ce que les gens payaient pour l'électricité a été utilisé pour réduire encore plus les factures d'eau des grandes fermes.

L'arrivée de l'eau subventionnée par le gouvernement aux grandes fermes a augmenté leur valeur instantanément, provoquant souvent une spéculation frénétique. L'aubaine profita particulièrement aux exploitations gigantesques de la Standard Oil et d'autres compagnies pétrolières, pour la Southern Pacific Railroad et sa filiale immobilière, et pour les sociétés foncières issues des anciens empires des bovins et du blé du siècle précédent. Leurs fermes et leurs ranchs étaient situés dans certaines des régions les plus sèches à l'ouest de Central Valley, loin de la fonte des neiges et des rivières des montagnes de la Sierra Nevada. Grâce à l'eau subventionnée, ces grandes entreprises ont ouvert d'immenses étendues de terres à l'agriculture.

Ce n'était certainement pas dans l'ADN de ces fermes industrielles d'économiser l'eau. Lorsque l'eau subventionnée a commencé à couler, elles n'ont pas réduit le pompage de l'eau des aquifères souterrains, malgré le fait qu'elles épuisaient leurs propres ressources. Elles ont utilisé la nouvelle eau subventionnée pour cultiver de nouvelles terres, tout en continuant à pomper de l'eau pour irriguer les terres déjà cultivées.

Rien n'a changé. Il y a vingt ans, les grands agriculteurs ont obtenu du Congrès des allègements fiscaux pour subventionner de nouvelles technologies d'irrigation plus efficaces. Ils ont ensuite utilisé toute l'eau économisée grâce à une irrigation plus efficace, pour mettre encore plus de terres en culture. Quand la sécheresse actuelle a frappé, ils ont intensifié le pompage de l'eau souterraine. Certaines fermes pompent à 800 mètres sous terre l'eau qui était là depuis des milliers d'années, provoquant, dans certaines régions, l'affaissement de 30 centimètres par an en moyenne des aquifères souterrains vides.

LES RAISINS DE LA RICHESSE

La Californie a utilisé toute cette eau subventionnée et les terres nouvellement irriguées pour dominer une grande partie de la production de fruits et légumes du pays, même si ces cultures étaient, et sont, produites à bien meilleur marché dans des environnements plus humides où il pleut vraiment.

Mais l'agrobusiness utilise également l'eau subventionnée par le gouvernement pour d'autres cultures encore plus dispendieuses en eau et absurdes. Par exemple, une des principales productions de l'agrobusiness a toujours été le foin et la luzerne, des graminées communes pour l'alimentation animale qui peuvent être cultivées un peu partout où il pleut. Mais en Californie, les champs sont très irrigués. L'agrobusiness produit beaucoup de luzerne dans un désert, l'Imperial Valley près de la frontière avec le Mexique, sous une chaleur torride sans humidité, où les températures atteignent souvent 50 degrés en été. Pourtant, parce que le gouvernement fournit l'agrobusiness en quantités pratiquement illimitées d'eau fortement subventionnée provenant du fleuve Colorado à 150 kilomètres de là, l'agrobusiness produit d'énormes excédents de luzerne. Même pendant cette sécheresse, dont les fonctionnaires et les médias nous disent qu'elle est si grave, l'agrobusiness a exporté 600 000 tonnes de luzerne par an, de l'Imperial Valley vers le Japon et la Chine. Comme de nombreux commentateurs l'ont souligné, c'est l'eau subventionnée par le gouvernement contenue dans la luzerne que l'agrobusiness exporte à des milliers de kilomètres.

Aujourd'hui, des quantités gigantesques d'eau fortement subventionnée ont permis à l'agrobusiness en Californie de devenir le premier producteur d'amandes au monde, avec 82 % des amandes mondiales, un monopole absolu. Plusieurs sociétés financières de Wall Street ont acheté des milliers d'hectares de désert accidenté, ont amené l'eau subventionnée par le gouvernement pour irriguer le désert et font maintenant pousser des amandes. Mais les amandes ont besoin de beaucoup d'eau, deux fois autant d'eau que le coton et les tomates. Et, parce que les amandes poussent sur des arbres, elles ont besoin d'un approvisionnement permanent en eau. Elles ne peuvent pas être mises en jachère pendant un an si les chutes de pluie sont faibles. Les experts appellent cela un besoin d'eau incompressible. En réalité, l'eau du gouvernement permet à l'agrobusiness de « faire pousser » ses profits.

Les amandes ont remplacé le coton comme culture phare en Californie, autre gaspillage incroyable à tous les niveaux. Bien sûr, les grands propriétaires terriens n'auraient pu produire tout ce coton sans les aides et les subventions massives du gouvernement. La Californie est devenue le premier producteur de coton du pays après l'arrivée de l'eau gouvernementale dans les champs de Californie dans les années 1940. Quelques fermes énormes en produisaient la plus grande partie. La plus grande ferme, propriété de la Société J.G. Boswell, comptait plus de 100 000 hectares, soit plus de 1 000 kilomètres carrés. Son coton était cultivé sur le sol fertile d'un ancien

lac, le lac Tulare, asséché par le gouvernement américain. D'une surface de 2 000 kilomètres carrés, le lac Tulare avait été le plus grand lac d'eau douce de l'ouest du Mississippi. Le gouvernement américain a également construit des barrages sur les quatre rivières qui alimentaient le lac. Il a construit les réservoirs en arrière des barrages qui ont fourni l'eau pour irriguer les cultures, fournissant autant d'eau qu'à une ville de trois millions d'habitants. Mais les subventions ne se sont pas arrêtées là. Quand le Département américain de l'Agriculture a déclaré qu'il y avait surproduction de coton, les entreprises agricoles ont également eu droit à des subventions supplémentaires du programme de soutien des prix par le gouvernement fédéral et Boswell s'est taillé la part du lion.

En d'autres termes, Boswell ne cultivait pas vraiment le coton... mais les énormes subventions gouvernementales. En conséquence, Boswell, dont les propriétaires étaient les descendants de planteurs de coton esclavagistes de Géorgie, devint la plus grande entreprise agricole du pays, et Boswell lui-même fut longtemps membre du conseil d'administration de General Electric.

Enfin, les grandes entreprises agricoles ont utilisé d'énormes quantités d'eau subventionnée par le gouvernement à des fins spéculatives. La famille Resnick, qui possède les fermes Paramount, le plus grand producteur d'amandes du monde et la plus grande entreprise agricole du pays, contrôle également une entité puissante appelée la Banque de l'eau du comté de Kern, un réservoir d'eau souterraine dans l'endroit le plus chaud, le plus sec, du sud de la Central Valley. La Banque de l'eau du comté de Kern est comme la Bank of America de l'eau. Sa capacité lui permet de ravitailler la ville de Los Angeles en eau pendant deux ans. Dans les années 1980, l'État de Californie a dépensé plus de 70 millions de dollars dans la construction de cette banque de l'eau. Mais en 1995, le ministère des Ressources en eau de Californie, soudain et sans aucun débat public, l'a transférée à un groupe d'entreprises dirigées par les Resnicks et par les propriétaires du gigantesque Tejon Ranch.

La banque de l'eau permet de stocker, pendant les années ordinaires, l'eau fournie par le gouvernement à des prix subventionnés. Pendant les années de sécheresse, comme en ce moment, la banque vend l'eau à d'autres agriculteurs ou à des villes à un prix 10 ou 20 fois supérieur à celui auquel elle l'a achetée. Souvent, elle prend l'eau fournie par le gouvernement à des prix très bas, et la revend à d'autres entités gouvernementales beaucoup, beaucoup plus cher. En 2009, pendant la sécheresse précédente, la banque de l'eau contrôlée par les Resnicks et le Tejon Ranch a

réalisé un bénéfice de 73 millions de dollars en vendant de l'eau à Victorville, un quartier périphérique relativement pauvre de Los Angeles.

Beaucoup d'autres gros agriculteurs stockent l'eau de leurs propres aquifères et la revendent avec un gros bénéfice. Un article du *Sacramento Bee*, « *Le comté de Kern pivot du commerce de l'eau* » (14 juillet 2002), décrit comment la famille Nickel, des descendants de barons éleveurs du 19^e siècle, gagne des millions de dollars par an en achetant l'eau subventionnée par l'État et en la revendant à des réseaux de distribution d'eau de l'État ou à des municipalités avec une énorme marge.

L'énorme infrastructure et la capacité de production sont perverties par la course capitaliste au profit, créant un gaspillage monumental.

DÉTRUIRE POUR LE PROFIT

L'emprise de l'agrobusiness sur les ressources en eau crée une catastrophe.

Pendant l'été dernier, plusieurs milliers de ménages de presque deux douzaines de communautés pauvres autour de la région agricole de la Vallée centrale de Californie ont soudain cessé d'avoir l'eau courante. Il n'y avait plus d'eau au robinet. Les gens ne pouvaient plus se livrer aux activités ordinaires qui vont de soi pour tout le monde : tirer la chasse d'eau, remplir un verre ou prendre une douche après une dure journée de travail, souvent dans une terrible chaleur, ou laver la vaisselle. Tout devait être fait avec de l'eau en bouteille. Les familles ont dû subitement dépenser des centaines de dollars en lessives à la laverie automatique et en vaisselle jetable pour éviter de laver la vaisselle.

Quelques-unes de ces villes ont fait les gros titres de la presse nationale et même internationale. Les bulletins d'information ont essayé de s'en servir pour montrer à quel point la sécheresse était impitoyable.

Mais la sécheresse n'est pas la raison pour laquelle les puits, rivières et ruisseaux, qui alimentaient en eau ces communautés et ces foyers, étaient à sec. Non, ils étaient à sec parce que les grandes entreprises agricoles ont surpompé tant d'eau que la nappe phréatique a baissé, tandis que le gouvernement asséchait des milliers de rivières, des marécages et des lacs entiers au profit des gros agriculteurs.

Ces politiques ont d'énormes implications pour l'avenir.

Les gouvernements des États et le gouvernement fédéral pompent une grande partie de l'eau qu'ils fournissent à la Central Valley dans le delta du Sacramento et du San Joaquin. Ils

pompent tant d'eau douce dans le delta, le plus grand estuaire de la côte du Pacifique, qu'ils détruisent de grandes parties de l'habitat naturel. Et cela a contribué à l'effondrement du delta, y compris la destruction complète du marais et la destruction des îles, qui sont maintenant au moins à 700 mètres en-dessous du niveau de la mer. Cette dégradation accroît les risques de toutes sortes. En fait, la seule chose qui empêche la mer d'envahir complètement le delta, c'est quelque 1 100 vieilles digues vétustes et fissurées qui pourraient facilement être détruites par un tremblement de terre ou une tempête violente. Comme en avertit Robert Bea, professeur d'ingénierie à l'Université de Californie, à Berkeley, dans le *New York Times* du 1^{er} juillet 2011 : « *En termes de dommages, de décès et de coûts à long terme, une rupture des levées du delta serait beaucoup plus destructrice que ce qui est arrivé après l'ouragan Katrina. C'est une bombe à retardement.* »

Ce qui a été fait pour le fleuve Colorado est tout aussi destructeur. Le gouvernement américain a construit tant de barrages et de réservoirs sur le Colorado qu'il en a fait le fleuve le plus régulé et le plus canalisé de la planète, le tout pour capter l'eau, en particulier au profit de l'agrobusiness californien. Le gouvernement puise l'eau d'une région qui couvre 15 % des États-Unis, le Wyoming, l'Utah, le Colorado et le Nouveau-Mexique, le Nevada et l'Arizona, laissant de grandes parties de ces États à sec. Quand le Colorado atteint le Mexique, il n'a pratiquement plus rien d'un fleuve, car il n'a presque plus d'eau. Ce vol impérialiste n'a pas seulement détruit le delta du Colorado sur la mer de Cortez, faisant de 8 000 kilomètres carrés de riches zones humides un désert, il a également détruit des fermes productives et des zones de pêche, et les emplois qui vont avec, laissant à leur place le trafic de drogue et les gangs.

« *Après moi, le déluge* », l'expression d'un roi de France, pourrait bien être la devise de ceux qui courent après les profits de l'agrobusiness californien. Leur seul intérêt est d'augmenter leurs profits et leur richesse à court terme, et d'élargir leur domination sur les marchés intérieurs et mondiaux. Ils le font contre les intérêts de l'ensemble de la population. Les travailleurs paient la facture pour que le gouvernement puise jusqu'à la dernière goutte d'eau du coin le plus reculé au bénéfice de l'agriculture capitaliste qui détruit l'économie, les emplois et l'environnement dans son sillage.

C'est le système capitaliste à l'œuvre, un système dont la longévité a dépassé depuis longtemps l'utilité.

19 novembre 2014

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

Moyen-Orient

- **L'Iran après plus de trente ans de régime islamique** (n° 119, 19 mars 2010)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme** (n° 99, 16 juin 2005)

Europe

- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie** (n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?** (n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui** (n° 103, 28 avril 2006)

Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n° 137, 19 septembre 2014)



- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)

Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

- On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques** (n° 116, 14 octobre 2009)

France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

FRANCE

■ PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
Paris 5^e

La Brèche
27, rue Taine
Paris 12^e

■ ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

■ ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

■ ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

■ ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

■ BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

■ BOURGES

« La Plume du Sarthate »
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

■ BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

■ CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

■ DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

■ DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la sous-préfecture

■ GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

■ GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse « Le Berriat »
97, cours Berriat

■ IVRY-SUR-SEINE

Librairie « Envie de lire »
16, rue Gabriel-Péri

■ LA ROCHELLE

Librairie « Les Saisons »
21, rue Saint-Nicolas

■ LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

■ MARSEILLE

Librairie « L'Odeur du Temps »
35, rue Pavillon
Marseille 1^{er}

■ NANTES

Librairie « Vent d'Ouest »
5, place du Bon-Pasteur

■ RENNES

Tabac-presse « La Civette »
(Centre commercial des Longs Champs)

■ ROUEN

Mag Presse
Rue Saint-Sever

■ SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora
13, rue Saint-Guillaume

■ STRASBOURG

Tabac-presse de l'Esplanade
1, avenue du Général-de-Gaulle

■ TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

■ VALENCE

Librairie « Notre temps »
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

■ POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match
Grand Camp

LA DOMINIQUE

■ ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

■ PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

■ BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a
Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

■ BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

■ VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

■ GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *LUTTE DE CLASSE* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à *LUTTE OUVRIÈRE*.

Lisez la presse révolutionnaire

<http://www.union-communiste.org>



AFRIQUE

Mensuel trotskyste publié par l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 Clichy Cedex
<http://www.uatci.org>



ALLEMAGNE

Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance : Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>



BELGIQUE

Lutte Ouvrière / Arbeidersstrijd
Adresse : BP 62 5100 Jambes - Belgique
<http://www.lutte-ouvriere.be> et <http://www.arbeidersstrijd.be>



ESPAGNE

Correspondance: boletinvozebrera@yahoo.es - apartado de correos - 10210 - Sevilla
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS

Bimensuel trotskyste américain
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays : 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203 - <http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle publiée par *The Spark*
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : un an (4 numéros) : 16 \$
Autres pays : un an (4 numéros) : 25 \$
Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203



FRANCE

Hebdomadaire trotskyste - Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM : six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org



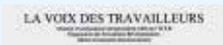
GRANDE-BRETAGNE

Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - London WC1N 3XX
Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10
Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org> - contact e-mail : contact@w-fight.org



GUADELOUPE - MARTINIQUE

Bimensuel trotskyste - Guadeloupe - Martinique
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 f - Pli ouvert : 23 f
Guadeloupe : Combat Ouvrier
M. Philippe Anaïs - 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave
Martinique : Combat Ouvrier
Louis Maugée - BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>



HAÏTI

Mensuel révolutionnaire internationaliste
publié par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI)
vdtravailleurs@yahoo.fr - BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti



ITALIE

Mensuel du Cercle Ouvrier Communiste
Via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact e-mail : l.internazionale@tin.it



TURQUIE

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste turc
Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

